

DOSSIER DE PRESSE

2021

Budget Primitif du Conseil départemental de la Sarthe

630,3 M€

**Responsable, solidaire et
inventif : un budget qui
répond aux besoins immédiats
des Sarthois**

28 & 29 janvier 2021

“

Faisons preuve d'initiatives, soyons inventifs, Pour agir et préparer l'avenir en confiance !

”

630,3 M€

Un budget en progression

Pour 2021, **plus de 111 M€ d'investissements structurants** prévus pour la Sarthe, au service de l'emploi et de l'attractivité du territoire.

RAPPEL : **BP 2016 : 620,3 M€** **BP 2019 : 599,4 M€**
BP 2017 : 614,2 M€ **BP 2020 : 608,8 M€**
BP 2018 : 618,4 M€

Un budget maîtrisé

Pour la 6^{ème} fois depuis 2015, il n'y aura pas de hausse de la fiscalité.

(Rappel : désormais, plus de taxe foncière perçue par le Département.)

0 %**d'augmentation
d'impôts**

Budget 2021

Un budget responsable, solidaire et inventif

Pour 2021, le Conseil départemental a prévu un budget de **630,3 M€** (608,8 M€ en 2020). Un budget qui progresse en pleine crise ? Evidemment ! Car le Conseil départemental est un acteur majeur de la solidarité ET de l'économie locale. **C'est l'esprit d'initiative qui guide la politique départementale.** Volontariste et proactive, la collectivité répond aux besoins immédiats des Sarthoises et des Sarthois. Ce **budget 2021 est en hausse** non seulement pour prévoir l'augmentation des dépenses en matière d'allocation de solidarité induite par la crise économique, avec plus de 15 M€ supplémentaires de dépenses consacrées au RSA. Mais ce budget est aussi en hausse, car la collectivité poursuit sa politique tournée vers **l'investissement**. Plus de **111 M€ sont prévus pour 2021**, consacrés à la conduite de politiques ambitieuses et structurantes au service de l'attractivité de la Sarthe, et de la relance économique de notre territoire, à travers le soutien à l'emploi local. Ce budget se veut, comme le précédent, **dynamique et durable**, prenant en compte les enjeux du monde actuel.



RESPONSABLE :

Prévoir demain, en tenant en compte des incertitudes d'aujourd'hui

Ce budget primitif 2021 s'inscrit dans un contexte inédit, élaboré en plein cœur d'une crise sanitaire, dont les conséquences socio-économiques vont impacter directement les politiques publiques départementales, telles que la solidarité et l'emploi.

Même si l'heure est toujours à l'évaluation précise des conséquences de cette crise sur les finances publiques locales, il y a déjà une certitude : **ce sont les Départements qui seront « les plus fortement affectés » dès cette année 2021**, comme l'a précisé la Cour des Comptes, pris dans un étau entre une **baisse de certaines de leurs recettes de fonctionnement, et une hausse des dépenses d'intervention sociales, en particulier celles relatives au RSA.**

L'Assemblée des Départements de France (ADF) alerte : « *La crise actuelle aura des conséquences économiques et sociales plus importantes que celle de 2008* ». Pour 42 départements, la proportion de dépenses de RSA par rapport aux dépenses de fonctionnement dépassait la moyenne nationale de 19,9 % et pour quatre d'entre eux, elle excédait 25 %. En Sarthe, on dénombrait près de **13 000 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active fin 2020** (+1 162 foyers bénéficiaires entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 septembre 2020), une forte baisse des offres d'emplois recensées par Pôle Emploi (-32% second trimestre 2020) et une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi (+11% en un an). **Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA en Sarthe a augmenté de 9,9%, le montant de l'allocation RSA s'en trouve fortement impactée.**

Par ailleurs, l'année 2021 voit la **concrétisation de la réforme fiscale** actée lors de la loi de finances 2020, conséquence directe de la suppression de la taxe d'habitation perçue par le bloc communal. Ce dernier percevra désormais la part de taxe foncière sur les propriétés bâties auparavant attribuée aux Départements, qui en compensation percevront une fraction équivalente de taxe sur la valeur ajoutée. **En d'autres termes, il n'y a plus d'autonomie fiscale pour le Département.** Ce

changement prive doublement le Département, d'abord de tout levier fiscal, ensuite d'une fiscalité s'appuyant sur les stocks de propriétés bâties (contre une fiscalité de flux sujette à variation).

Cette réforme fiscale constitue un changement de modèle économique majeur pour les Départements, au moment même où la crise sanitaire de la Covid 19 – qui devrait avoir de lourdes conséquences sur l'activité économique – fait peser des **incertitudes sur le niveau des recettes de fiscalité attendu**. En effet, **la TVA est considérée comme une recette « sensible à la conjoncture économique », et donc, relativement fluctuante actuellement**. Dans ce contexte, les dotations de l'État devraient rester stables en 2021, tandis que l'on prévoit une hausse des recettes de fiscalité indirecte liée à un ajustement aux réalisations projetées sur 2020. Cependant, on peut présupposer que la hausse des dépenses en matière de solidarité et la baisse potentielle des recettes, notamment fiscales, impacteront fortement les finances départementales. À cette nouvelle donne fiscale s'ajoutent **les incertitudes quant à la déclinaison territoriale du Plan de Relance de l'État** et ses potentiels financements en faveur des Départements.

Mais, malgré le retour de cet « effet ciseaux », sans autonomie fiscale et sans visibilité quant aux montants dédiés par le Plan de relance de l'État à l'échelon départemental, **le Conseil départemental propose un budget 2021 respectueux des équilibres budgétaires et qui maintient un effort d'investissement conséquent, nécessaire à la reprise économique de notre territoire**. **Le Conseil départemental prévoit un investissement en hausse de 9,3% pour 2021**. Depuis 5 ans, la collectivité a fait de l'investissement pour la Sarthe sa priorité. En destinant **100 M€ chaque année à des investissements utiles, le Département a consacré l'équivalent d'un budget annuel à la construction d'infrastructures durables et attractives pour la Sarthe**.

C'est grâce à cette **gestion responsable** qu'aujourd'hui le budget primitif 2021 du Département demeure offensif **pour répondre immédiatement aux effets de cette crise sur les Sarthois et les Sarthoises, en particulier les plus fragiles**. Les prévisions sont concrètes, les priorités sont fixées et le cap est donné pour 2021.



SOLIDAIRE : **Chef de file de l'action et de l'innovation sociales**

Dominique Le Mèner, président du Conseil départemental, avait déclaré en avril dernier « *La raison d'être d'une collectivité, c'est avant tout se mettre au service de tous. Tout seul on va plus vite, mais ensemble on va plus loin. La crise que nous traversons aujourd'hui a démarré comme un sprint et se finira comme un marathon.* » **Cette crise sanitaire a notamment mis en lumière le caractère incontournable de l'échelon départemental en matière de solidarité et a ancré davantage le Département dans son rôle de chef de file de l'action sociale et médico-sociale, en développant son implantation dans les territoires**. En 2021, la collectivité sera sur tous les fronts solidaires, qu'il s'agisse de la gestion directe de la crise, de l'exercice quotidien des compétences départementales, du soutien aux associations caritatives ou encore du renforcement des partenariats directement dans les territoires. **L'insertion**, par le biais d'une politique renouvelée en matière de retour à l'emploi, ainsi que la **lutte contre le logement indigne et la rénovation énergétique des bâtiments**, sont autant de leviers à disposition de la collectivité pour apporter des réponses concrètes aux Sarthois les plus

fragilisés. Sans oublier les aides **exceptionnelles mises en place cette année, à destination de nouveaux publics, tels que les jeunes, afin de soutenir les familles sarthoises tout au long de cette période singulière.**

Les politiques publiques de solidarité devront également **s'adapter aux évolutions en cours sur les champs de l'autonomie, de l'inclusion et de l'enfance, avec des impacts en matière de gouvernance des établissements médicaux sociaux, sur les dispositifs d'aide et sur l'animation partenariale et territoriale** (loi 4D « Décentralisation, Différenciation, Déconcentration et Décomplexification»), stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté qui fait l'objet d'une convention jusqu'en fin 2021, stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022, loi Grand Âge autonomie et réforme de la tarification des services d'aide à domicile). En effet, le Département poursuivra son soutien aux **services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)**, son accompagnement des **EHPAD** ou encore la diversification des dispositifs d'hébergement des jeunes accueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance. **Un conventionnement entre le Département et la Caisse primaire d'assurance Maladie (CPAM) de la Sarthe** sera également mis en place afin de mieux repérer les publics fragiles et de favoriser ainsi le soutien de la CPAM dans l'expérimentation de dispositifs médicaux innovants soutenus par le Département.



INVENTIF : Faisons preuve d'initiatives !

Si les moyens et le contexte sont incertains, l'envie de se tourner vers l'avenir est sûre. L'avenir, c'est agir pour un aménagement et un développement durable du territoire. Ce sont les 10 000 arbres plantés pour demain au bord des routes départementales, la préservation de la biodiversité et la protection du patrimoine naturel du département, le maintien du bocage, la promotion des circuits courts, la lutte contre le gaspillage alimentaire, la rénovation énergétique des bâtiments... **En 2021, ce ne seront pas les projets innovants qui manqueront en matière d'aménagement durable de la Sarthe.** Construction de logements à énergie positive, préservation des sources d'eau, plan barrages, audits énergétiques... la collectivité ne manque pas d'idées ! Un esprit agile et mobile ! En créant le **fonds mobilité de 9 M€**, le Département entend répondre aux besoins des territoires désormais en charge de cette compétence, pour participer au développement des nouveaux modes de déplacement.

Une **ingéniosité et des savoir-faire** qui seront par ailleurs proposés aux communes et aux Communautés de communes sarthoises, par le biais de **« SARTerritoires »**, une nouvelle entité proposant un bouquet de services aux collectivités. Car l'avenir se construit à plusieurs. Preuve en est, le **déploiement déjà bien avancé du réseau de fibre optique départemental**, par l'intermédiaire de Sarthe numérique et avec le concours des Communautés de communes. En Sarthe, 1^{er} Département ligérien en matière de déploiement, on dénombre déjà 129 communes raccordées. Et surtout, on se tourne déjà vers les nouvelles problématiques : les usages. **Après avoir apporté de quoi se connecter aux Sarthois, le Département va faciliter la transition numérique pour tous, par le biais de tiers-lieux numériques ou encore l'embauche de conseillers numériques.**

Autant d'atouts qui seront mis en avant par une politique touristique volontariste, faisant la part belle à l'itinérance et aux spécificités locales. « Sarthe musées », le plan vélo, la signalétique touristique routière ou encore le développement de l'Abbaye Royale de l'Épau concourront à faire rayonner le département et ses belles initiatives.

Les priorités du Département pour 2021



INVESTISSEMENT & EMPLOI

Le Conseil départemental a prévu plus de **111 M€ d'investissements pour 2021**. Les travaux publics (routes, collèges, bâtiments, logement, réseaux, numérique) seront sollicités par le biais des multiples chantiers de la collectivité. En soutenant les collectivités via le **fonds territorial de relance de 12 M€**, le Département incite les communes et les Communautés de communes à faire de même en lançant rapidement des chantiers concrets directement dans les territoires. **Clauses sociales dans ces mêmes marchés publics, nouvelle politique d'accompagnement des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active**, soutien à certaines professions sous

tension (services d'aides à domicile), politique de recrutement (assistants familiaux, marque employeur), **le Département investira au service de l'emploi**. En demandant la délégation de **l'aide à l'immobilier d'entreprises**, en nouant des partenariats qualitatifs avec les chambres consulaires, en proposant des solutions innovantes d'investissement par le biais de l'**Etablissement Public Foncier Local**, le Conseil départemental invite les autres partenaires économiques du territoire à faire preuve d'inventivité et de combativité pour préserver le tissu économique local.

SOLIDARITÉ & JEUNESSE

Au quotidien, le Département se met au service des plus fragiles, par l'exercice de ses compétences propres, par le versement des allocations individuelles de solidarité, par le soutien aux associations. **Cette année, les besoins en matière de solidarité sont en hausse**, notamment dans le domaine de l'insertion (+15,4M€ pour le RSA). **La crise sanitaire a accentué certaines problématiques autour de la précarité, c'est pourquoi en 2021, le Département, met en place de nouvelles actions en faveur de la jeunesse**. Des actions qui combinent solidarité et réussite, ambition et inventivité, qui proposent des solutions rapides et actuelles aux problématiques des jeunes d'aujourd'hui. **Aide exceptionnelle aux étudiants en situation de grande précarité, lutte contre la précarité menstruelle, mais aussi, soutien à la vie culturelle, sportive, associative du territoire**, qui représente un échelon nécessaire de la solidarité départementale.



TERRITOIRES & TOURISME

En créant « **SARTerritoires** », le Département propose désormais un service de soutien technique et financier, permettant l'accompagnement des communes et des Communautés de communes dans leurs projets. SARTerritoires sera la porte d'entrée unique pour avoir accès au bouquet de services très complet du Département ! **Sarthe habitat, Sarthe numérique, Sarthe tourisme, l'ATESART, le CAUE, l'EPFL Mayenne Sarthe, la SECOS et bien évidemment les services du Département, sont autant d'aides disponibles pour les différents porteurs de projets**. De nombreux projets touristiques et culturels verront

NUMÉRIQUE & ENVIRONNEMENT

Aujourd'hui la Sarthe est le 1^{er} Département des Pays de la Loire en matière de déploiement du réseau de fibre optique. Après avoir été visionnaire, en optant pour un déploiement proactif de nouvelles infrastructures numériques, le Département prend encore une fois les devants en **interrogeant les nouvelles pratiques du numérique, afin d'agir pour les territoires en créant un écosystème numérique qui n'oublie personne.**

De nouveaux **tiers-lieux** seront créés et des **conseillers numériques** seront embauchés pour faciliter l'apprentissage des usages.

Protection de nouveaux espaces naturels chaque année, plantation de 10 000 arbres prévues sur les délaissés routiers, soutien au projet de géoparc Unesco, soutien aux projets innovants (ex : paille en seigle) et durable (méthanisation), **le Département est un acteur incontournable du développement durable local.**

L'un des axes forts de la politique départementale est le **maintien du bocage**. En 2021, la collectivité mettra les bouchées doubles pour accélérer sur deux problématiques déjà urgentes : **la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de la ressource en eau.** Sont au programme : **l'aide à la construction de logements sociaux à énergie positive**, le déploiement des **plateformes territoriales de rénovation énergétique** ou encore le **Plan barrages** pour la continuité écologique.



également le jour en 2021. La démarche de labellisation **« Sarthe musées »** sera au service de la culture au niveau micro-local, grâce à la valorisation des musées ruraux. L'avancée du chantier des **voies vertes**, le **plan vélo 2021-2026**, intégrant la création de nouvelles pistes cyclables, ou encore le soutien financier aux initiatives des territoires pour renforcer leurs offres d'infrastructures et la mise à jour du schéma de la **signalétique touristique routière**, sont autant de projets orchestrés par le Département, au service de toute la Sarthe.

MOBILITÉS & RURALITÉ

9 M€ seront consacrés par le Département au « Fonds Mobilités » mis en place en 2021, proposant plusieurs dispositifs.

Voies vertes, aides à la voirie départementale, aménagement des espaces publics, plan vélo, projet de Halte TER à l'Hôpital du Mans, transport des élèves handicapés, transport des agents départementaux sont autant de moyens innovants pour le développement des nouveaux modes de déplacement. **Qu'il s'agisse de bornes de recharge rapide pour les véhicules électriques ou de la mise en œuvre du forfait mobilités durables, la collectivité départementale répond dès aujourd'hui aux questions de demain.**

Cette aspiration aux mobilités dites « douces » s'accompagne d'un fort attrait de la **ruralité** aux yeux de Franciliens en manque d'espace. La Sarthe, forte d'une agriculture dynamique et innovante, d'une biodiversité préservée et d'une nature connectée, par le biais de la télémedecine ou encore du coworking, ne manque pas d'atouts pour **attirer de nouveaux habitants !**



Les nouveautés du Département pour 2021

De la nouveauté, des projets, des idées, ce n'est pas ce qui manquera en 2021 pour le Département ! Que ce soit en matière de solidarité, de services aux territoires, d'attractivité... la collectivité met en place de nombreux projets, à découvrir en détails dans les pages commissions. Focus sur quelques nouveaux dispositifs !



« SARTerritoires » : Soutien, Accompagnement et Relations aux Territoires

Le Département met en place « SARTerritoires », une porte d'entrée unique pour toutes les collectivités désirant bénéficier d'accompagnement dans leurs projets. **SARTerritoires, tel un véritable bouquet de services**, propose cohérence, proximité et réactivité des services du Département, mais aussi de tous les satellites de la collectivité.

Le Fonds mobilité : 9 M€ consacrés aux déplacements des Sarthois

Le Département crée un fonds départemental consacré au champ des mobilités, comprenant les **voies vertes, les aides à la voirie communales**, les aides aux projets de territoires, notamment dans le cadre du plan vélo, le soutien à la création de la **Halte TER au Mans**, le transport des élèves en situation de handicap. Ce fonds s'inscrit dans le schéma mobilité à découvrir en détails page 43.



Sarthe Musées, nouveau label départemental au service de la culture locale



Dans le cadre du schéma départemental d'aides aux musées et centre d'interprétation sarthois, la collectivité crée « **Sarthe musées** », un **label dédié à la valorisation des musées ruraux**. Le Département se positionne dans un rôle d'accompagnement et de conseil pour faire la promotion de ces lieux culturels implantés dans les territoires. L'animation du réseau « Sarthe musées », par la **création d'un site Internet**, par la **formation des agents d'accueils** ou encore le **développement de la qualité de l'offre commerciale et touristique** qui contribuera à faire rayonner la Sarthe et toutes ses richesses culturelles.

Sarthe autonomie : simplifier l'accueil des personnes âgées et en situation de handicap

Le Conseil départemental a mis en place fin 2020 « Sarthe Autonomie », un dispositif unique et simplifié pour l'accueil et l'orientation des Sarthois les plus fragiles. Sarthe Autonomie devient aujourd'hui **l'interlocuteur unique pour informer, conseiller, orienter et accompagner** individuellement les personnes âgées, en risque de perte ou en perte d'autonomie, ainsi que les personnes en situation de handicap et leur entourage.



Le Département participe à la lutte contre la précarité menstruelle



Sujet longtemps tabou, la précarité menstruelle est aujourd'hui un enjeu de santé et de lutte contre l'exclusion scolaire. **Une expérimentation sera faite cette année par le Département, qui mettra à disposition des collégiennes sarthoises 9000 protections hygiéniques durables et lavables (au sein des infirmeries scolaires des collèges).** Cette démarche s'inscrit dans un cercle vertueux, durable, préventif et local et sera l'occasion de développer un accompagnement pédagogique en lien avec les services de la solidarité départementale et de l'éducation nationale.

Cette opération s'inscrit également dans la dynamique départementale de **soutien à l'emploi local**, car ces protections hygiéniques biologiques, ont été créées par deux chefs d'entreprises sarthoises (Corinne Boulay - La Week up' et Annelise Morin - Plastigom), et sont directement produites en Sarthe, à Champagné.

Plan vélo 2021-2026 : infrastructures, usages quotidiens et tourisme

Si la voiture reste le moyen de transport prédominant des Sarthois, le vélo est de plus en plus utilisé. Conscient du changement de comportement en matière de mobilités, le Département propose un **plan d'action à l'échelle du territoire départemental visant à développer la pratique du vélo**. La collectivité intégrera notamment dans ses chantiers routiers la création d'un réseau vélo au quotidien et accompagnera les collectivités souhaitant créer des pistes cyclables. La promotion des usages du vélo, de la sécurité routière ou encore des itinéraires cyclotouristiques participeront également au rayonnement de ce nouveau plan vélo.



Les premiers chantiers issus du Plan départemental de relance

Le Département a renforcé son partenariat avec les collectivités en mettant à leur disposition un plan de relance, pour leur permettre de bénéficier d'un soutien financier à l'investissement pour leurs projets 2020/2022. À ce jour 295 collectivités (**280 communes et 15 intercommunalités**) ont pris contact avec le Département, soit **80 % des 369 collectivités bénéficiaires du fonds**. **113 communes** ont finalisé, ou sont en cours, leur convention, représentant un montant d'engagement de **3,3 M€**, soit 27% du total de relance. Les premiers travaux de dynamisation et de revitalisation des centre bourgs commencent dès à présent dans tout le territoire.



Un plan barrages pour contribuer à l'entretien et la gestion maîtrisée des cours d'eau

Le Département, propriétaire des deux rivières domaniales (Loir et Sarthe), est tenu à la mise en œuvre d'actions de gestion de son patrimoine en cohérence avec les schémas d'orientation visant à l'amélioration de la qualité des eaux. **Afin de se mettre en conformité au regard de la continuité écologique, le Département a engagé des travaux sur les**

ouvrages dont il est propriétaire, en articulation avec le maintien de la navigation. Sur la Sarthe, le Département travaille à la recherche de solutions alternatives visant à la mise en place d'unités de production hydro-électrique sur les ouvrages restant à équiper. Sur le Loir, un plan barrage devrait permettre de programmer les travaux à engager.

Une nouvelle signalétique touristique

La signalétique indiquant les points d'intérêts touristiques (monuments, points de vue, sites de visite) sera accentuée cette année. Une attention particulière sera mise aux **entrées de territoires, les territoires à forte identité culturelle et touristique ou en encore sur les Relais d'Informations et services**. L'objectif : donner toujours plus envie aux touristes de visiter la Sarthe et ses richesses !

Le budget **en chiffres**



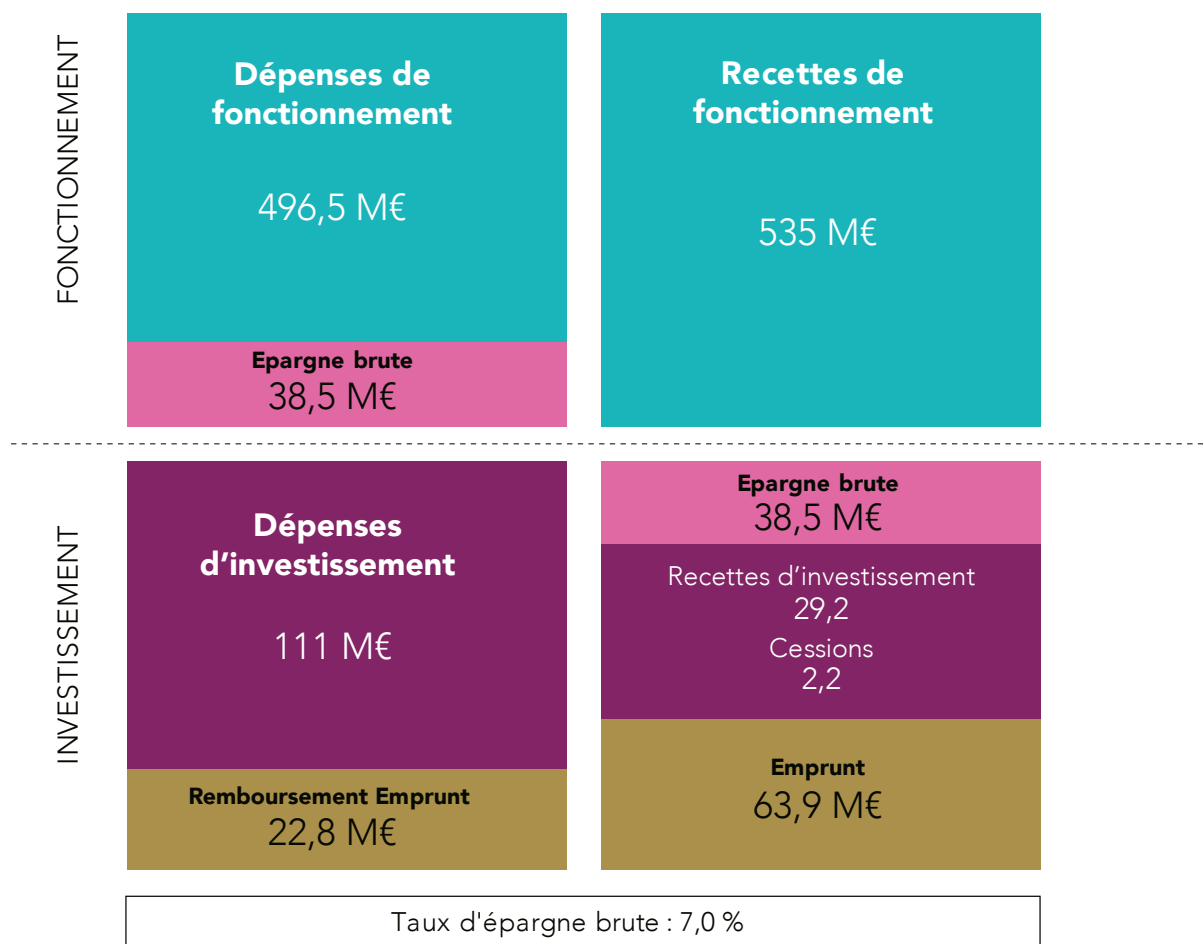
		DÉPENSES		RECETTES	
Commissions		Fonct	Inv	Fonct	Inv
Aménagement du territoire, Agriculture, Développement Durable	Soutenir les territoires	0,1 M€	5,5 M€	0 M€	0 M€
	Accompagner les communes et les intercommunalités	1,7 M€	1,1 M€	0 M€	0,4 M€
	Contribuer au maintien d'une agriculture dynamique	0,5 M€	0,2 M€	0 M€	0 M€
	Préserver notre environnement et notre cadre de vie	0,4 M€	0,9 M€	3,3 M€	0 M€
	Protéger la ressource en eau et valoriser nos cours d'eau	0,4 M€	1,4 M€	0,3 M€	0 M€
	Total	3,1 M€	9,1 M€	3,6 M€	0,4 M€
Attractivité : Culture, Sport, Tourisme et Enseignement supérieur	Faire rayonner la Sarthe grâce au sport, la culture, l'enseignement supérieur	5,5 M€	4,2 M€	0,1 M€	0 M€
	Promouvoir notre territoire et ses atouts touristiques	3,6 M€	3,9 M€	0,1 M€	0,8 M€
	Total	9,1 M€	8,1 M€	0,2 M€	0,8 M€
Numérique et Réseaux électriques	Développer le numérique dans l'exercice de nos politiques publiques et faire du numérique un levier pour le développement territorial	2,6 M€	5,4 M€	0,1 M€	0 M€
	Moderniser les réseaux électriques et favoriser la transition énergétique	0,1 M€	16,2 M€	8,1 M€	12 M€
	Total	2,7 M€	21,6 M€	8,2 M€	12 M€
Finances, Ressources, et Administration générale	102 métiers au service des Sarthois	98,0 M€	0 M€	4,3 M€	0 M€
	Finaliser les engagements en développement économique	0 M€	0,5 M€	0 M€	0,1 M€
	Optimiser les moyens généraux	5,3 M€	0,7 M€	0,6 M€	0 M€
	Protéger l'équilibre financier du Département	10,8 M€	25,8 M€	472 M€	71 M€
	Un patrimoine immobilier adapté aux enjeux de la collectivité	4,9 M€	10,6 M€	3,1 M€	1,6 M€
	Total	119 M€	37,6 M€	480 M€	72,7 M€
Infrastructures routières	Investir dans le réseau routier départemental pour faciliter les déplacements	14,7 M€	25,3 M€	1,5 M€	5,5 M€
	Total	14,7 M€	25,3 M€	1,5 M€	5,5 M€
Insertion et Logement	Faciliter l'accès au logement et favoriser le développement d'un habitat de qualité	2,4 M€	3,9 M€	0,9 M€	0,9 M€
	Renforcer nos dispositifs d'insertion professionnelle pour les bénéficiaires du RSA	93,0 M€	0 M€	5,1 M€	0 M€
	Total	95,4 M€	3,9 M€	6 M€	0,9 M€
Réussite éducative et citoyenneté	Donner les meilleures conditions de réussite aux collégiens	12,9 M€	25,1 M€	1,8 M€	2,8 M€
	Total	12,9 M€	25,1 M€	1,8 M€	2,8 M€
Solidarité, Autonomie et Démographie médicale	Encourager l'innovation sociale	0 M€	0,1 M€	0 M€	0,1 M€
	Favoriser l'autonomie des personnes âgées et handicapées	151,4 M€	1,2 M€	32,8 M€	0,1 M€
	Garantir une offre de soins de proximité	19,8 M€	1,5 M€	0,1 M€	0 M€
	Protéger les plus vulnérables par une prévention et une protection renforcées	59,4 M€	0,1 M€	0,6 M€	0 M€
	Soutenir les parents et les jeunes face à la fragilisation de la famille	9,0 M€	0,2 M€	0,2 M€	0 M€
	Total	239,6 M€	3,1 M€	33,7 M€	0,2 M€
TOTAL GÉNÉRAL		496,5 M€	133,8 M€	535 M€	95,3 M€

Budget du Conseil départemental 2021 : **630,3 M€**

**Solidarité et investissements :
un budget à la hausse pour faire face à la crise**

BP 2021

hors successions



- Une **hausse des dépenses limitée** à 3,2 % malgré la forte augmentation du **RSA** attendue en 2021, grâce à la **maîtrise des dépenses de personnel ainsi que des charges de fonctionnement courant** ;

> L'« effet ciseaux » entre hausse des dépenses en matière d'allocations individuelles de solidarité et baisse des recettes – induite par la réforme fiscale notamment – risque d'être accentué par la crise sanitaire. En effet, la forte augmentation attendue de l'allocation de Revenu de Solidarité Active, en lien avec la crise sanitaire et économique (+15,4 M€ par rapport au BP 2020, soit +22 %) explique à elle seule la hausse du budget global de la collectivité en 2021. En dehors de l'allocation RSA, les dépenses sont en diminution de -0,2 M€ par rapport au BP 2020.

- Une **hausse des recettes plus contenue** que l'année précédente, du fait du **ralentissement attendu en 2021 sur les recettes fiscales** liées à l'activité économique et de la stabilité des dotations de l'État.

> À la suite de la suppression de la taxe d'habitation, la récente réforme fiscale entrant en vigueur en 2021, prévoit le transfert de la part départementale de foncier bâti aux communes et son remplacement par une part de TVA, une recette intrinsèquement liée à la conjoncture économique.

De 2020 à 2021

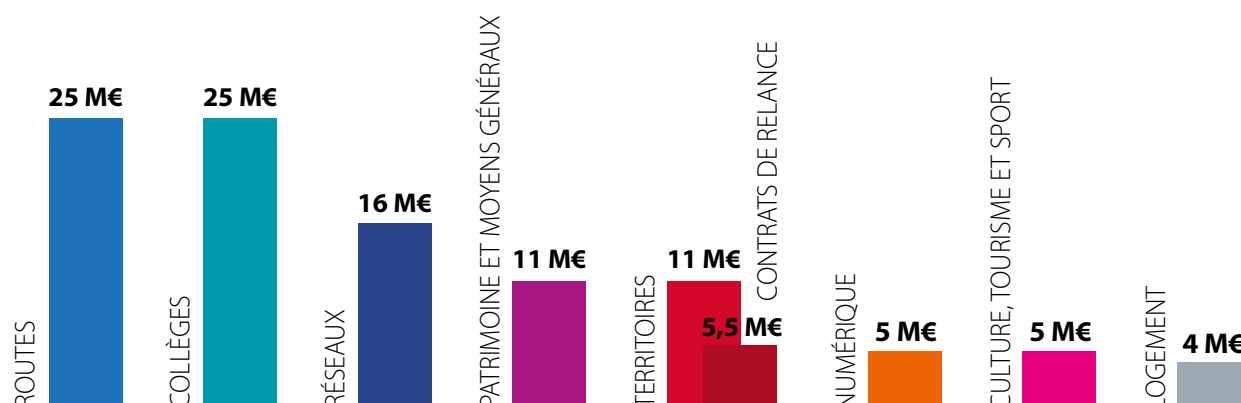
	BP 2020	BP 2021	Évolutions
Dépenses de fonctionnement	481,3	496,5	+3,1%
Dépenses d'investissement	127,5	133,8	+4,9%
DÉPENSES TOTALES	608,8	630,3	+3,5%
Recettes de fonctionnement (*)	524,9	535,0	+1,9%
Recettes d'investissement	83,9	95,3	+13,7%
RECETTES TOTALES	608,8	630,3	+3,5%

(*) y compris le solde des recours sur successions

111 M€ de dépenses d'investissement prévus pour la Sarthe en 2021



Les dépenses d'investissement inscrites au budget primitif 2021 s'élèvent à 133,8 M€. Elles comprennent le remboursement de la dette pour un montant de 22,8 M€ (contrat de partenariat compris) et les **dépenses d'équipement, de subventions, de prêts pour un montant de 111 M€**. Les dépenses hors dette sont en **augmentation de 9,4 M€** par rapport au BP 2020 (soit **+9,3 %**). Les principaux volumes d'investissement sont : les infrastructures routières (25,3 M€), les collèges (25,1 M€), les réseaux électriques (16,2 M€) et l'attractivité du territoire (relance, numérique, culture, sport, enseignement supérieur, tourisme et logement (19,5 M€).





7 % d'épargne : l'épargne au service des besoins immédiats de la collectivité

Ces dernières années, la collectivité a vu le niveau de son épargne restauré, grâce à une gestion exemplaire. En 2021, la hausse des dépenses de fonctionnement par rapport au BP 2020 (+15,2 M€) étant supérieure à celle des recettes (+10 M€), le taux d'épargne brute diminue d'un point en 2021, passant à 7 % contre 8 % en 2021, soit l'équivalent de **38,5 M€ d'épargne pour 2021**. Cette diminution s'explique par des dépenses rendues nécessaires pour faire face à la crise.



Une dette qui diminue progressivement

Le Département aborde l'année 2021 avec un stock maîtrisé de dette, qui lui permettra de recourir à l'emprunt afin de faire face aux besoins de financement et de trésorerie accrus.

La dette du Département compte 47 emprunts pour un encours au 31/12/2020 de 211 M€, soit une **diminution de 27 M€ par rapport à la situation de fin 2019 (-11 %)**. À noter que, hors contrat de partenariat, l'encours de dette a très nettement diminué sur la période récente avec une baisse de **118 M€ depuis fin 2011 (-45 %)**

+ 3,2 % de dépenses de fonctionnement (+ 15,2 M€)

DÉPENSES :

- + 15,4 M€ au titre de l'allocation RSA en lien avec l'impact de la crise
- +1,6 M€ au titre de la revalorisation des salaires des SAAD décidée par l'État fin 2020, partiellement compensée ;
- +0,5 M€ au titre de l'aide sociale à l'enfance (avec notamment la création de 20 places en établissement) ;
- +0,4 M€ au titre de l'externalisation de l'infogérance SI ;
- +0,3 M€ au titre des achats liés à la mise en œuvre des mesures sanitaires.

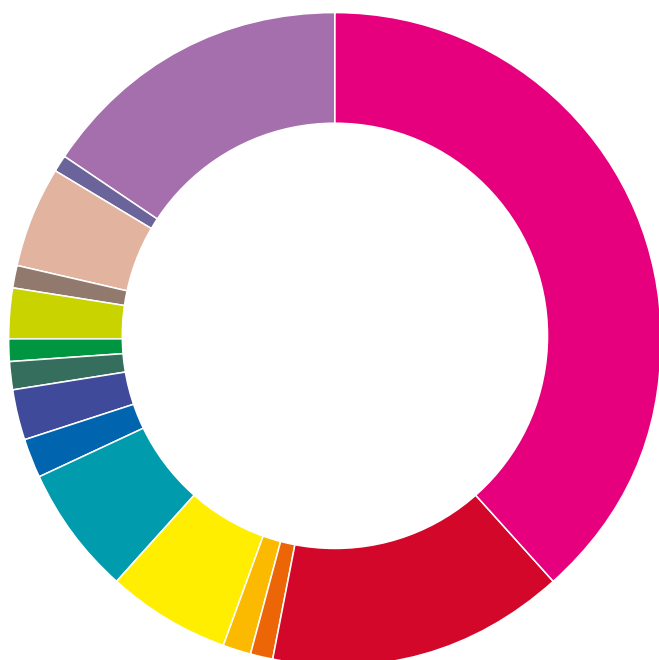
- 2,1 M€ sur les dépenses de masse salariale, baisse liée en particulier à l'effet du GVT négatif projeté sur l'exercice 2021 ;
- 0,6 M€ au titre de la subvention à Inovalys (évolution du dispositif vers une mise à disposition du personnel) ;
- 0,3 M€ au titre de l'entretien routier, en lien avec l'évolution du barème du parc.

RECETTES :

- +5,4 M€ au titre de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, par un ajustement d'inscription budgétaire au regard des réalisations de l'exercice 2020 ;
- +1,2 M€ au titre de la péréquation au regard des nouvelles estimations transmises par l'ADF, en particulier le bénéfice du fonds de sauvegarde FB/TVA pour un montant de 3 M€ ;
- +3 M€ au titre des DMTO au regard des réalisations de l'exercice 2020 ;
- +0,9 M€ au titre de la compensation sur la revalorisation des salaires des SAAD ;
- +0,4 M€ au titre d'une recette FSE sur les achats de masques.

- 2,2 M€ au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ;
- 1,1 M€ sur les remboursements de masse salariale (dont Inovalys) ;
- 0,2 M€ au titre de la dotation de compensation d'exonérations fiscales

Où va l'argent ?



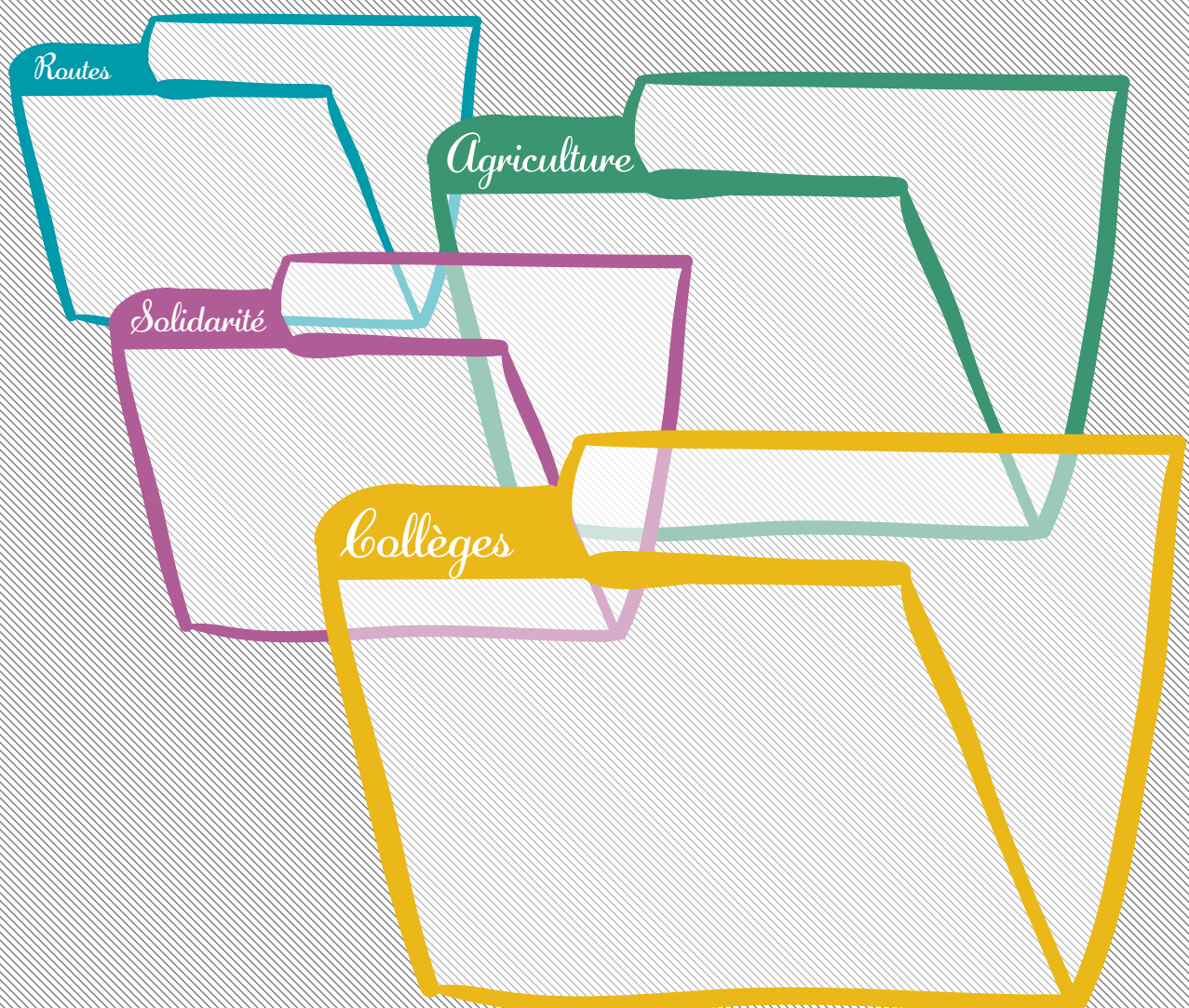
Solidarité départementale	242,7 M€
Insertion	93 M€
Logement	6,3 M€
Culture, sport et enseignement supérieur	9,7 M€
Education	38 M€
Routes	40 M€
Développement du territoire	12,2 M€
Réseaux électriques et transition énergétique	16,3 M€
Numérique	8 M€
Tourisme	7,5 M€
Développement économique	0,5 M€
Immobilier	15,5 M€
Moyens généraux	6 M€
Dette	32,3 M€
Péréquation	4,3 M€
Métiers au service des Sarthois	98 M€

D'où vient l'argent ?



Emprunts	63,9 M€
Péréquation	11,9 M€
DGF	72,1 M€
Participations et autres subventions	58,1 M€
Recouvrements d'aide sociale	9,8 M€
Autres recettes	37,4 M€
Taxe sur la valeur ajoutée	122,3 M€
Droits de mutation	61 M€
CVAE	29 M€
TICPE/TSCA	123 M€
Autres recettes fiscales	41,8 M€
FISCALITÉ	377,1 M€

Les grands dossiers des **commissions**



Commission **Solidarité - Autonomie - Démographie médicale**

Présidente : Marie-Thérèse Leroux
Vice-Présidente : Marie-Pierre Brosset
Vice-Présidente : Véronique Cantin

**242,7
M€**



PRIORITÉS 2021

- **L'accompagnement du CAMSP de la Sarthe** dans son projet de transfert de ses activités au sein de nouveaux locaux du Centre Hospitalier du Mans
- Un soutien accru aux **familles** et aux dispositifs d'accompagnement à la **parentalité**
- L'accentuation du soutien aux **Services d'aide et d'accompagnement à domicile** (SAAD)
- L'accompagnement des situations complexes des personnes en situation de **handicap** par Sarthe Autonomie, ainsi que la poursuite de l'expérimentation avec la **technicothèque**
- L'accompagnement des **EHPAD** pour améliorer l'offre médico-sociale et la qualité des services avec une revalorisation des moyens de la dépendance
- La mise en place d'un conventionnement entre le **Département et la Caisse primaire d'assurance maladie de la Sarthe afin de mieux repérer les publics fragiles**
- La participation au déploiement du système de **vidéo détection et de localisation des feux d'espaces naturels**

Soutenir les parents et les jeunes face à la fragilisation de la famille

**9,2
M€**

● **Redonner une chance aux jeunes en difficulté**

Pilotage et gestion du **Fonds départemental d'Aide aux Jeunes**

Un soutien significatif aux jeunes majeurs, en complément de l'hébergement des Mineurs Non Accompagnés dans le cadre de la prévention des sorties sèches de l'ASE, notamment via la poursuite de la prise en charge des frais de loyer, les allocations versées aux jeunes majeurs et aux jeunes MNA en insertion (au titre de l'Allocation Jeunes Majeurs), et les aides aux majeurs autonomes, ainsi qu'un accompagnement socio-éducatif des jeunes majeurs bénéficiant d'un contrat lié à un projet de formation, hébergés dans l'un des deux foyers de jeunes travailleurs, une action de parrainage de jeunes (sortants d'ASE, MNA, contrats jeunes majeurs...) mise en place par des cadres d'entreprises avec l'intégration des jeunes grâce à une action spécifique du Club Face Le Mans Métropole.
Une réflexion, est mise en place pour 2021 avec les missions locales afin de définir des pistes d'amélioration dans l'accompagnement des jeunes majeurs vers l'autonomie.

Aide aux **dispositifs d'accompagnement et de lutte contre le décrochage scolaire des jeunes**



- soutien aux Dispositifs Relais Interne (RRE), mis en place par l'Éducation Nationale en faveur des collégiens : **Rentrée scolaire 2020-2021 : 18 collèges ciblés par l'Éducation Nationale ainsi que le collège Nouvelle Chance de la Fondation d'Auteuil**
- au Centre Éducatif de Jour de l'association Montjoie - **Capacité de 29 places dont 5 places supplémentaires en 2020 pour des jeunes de 14 à 18 ans en voie de déscolarisation ou en décrochage scolaire.**
- à l'internat de prévention Saint-Martin : Capacité de 12 places dédiées aux besoins de la protection de l'enfance

1 372

enfants de **4 ans** bénéficiaires d'un bilan de santé au sein de **107 écoles visitées** pour l'année scolaire 2019-2020

4 889

visites à domicile postnatales effectuées au 31/10/2020 par les puéricultrices

640

aides individuelles accordées au titre du Fonds d'Aide aux Jeunes au 31 décembre 2019

LES MOTS CLEFS

Fonds départemental d'Aide aux Jeunes (FAJ) : favorise l'autonomie et l'insertion des jeunes en difficulté de 18 à 25 ans par le versement d'aides financières individuelles, un accompagnement renforcé et des actions collectives

147

Contrats jeunes
majeurs au 30
septembre 2020
dont 49 au titre
des Mineurs Non
Accompagnés

1 741

consultations de
planification familiale
effectuées (médecin,
sage-femme) dont
567 pour mineurs,
9 110 entretiens de
conseil conjugal
ou de planification
(conseillère
conjugale)

5 947

enfants vus en
permanence ou en
consultation PMI

• Renforcer le soutien aux parents et aux futurs parents

Financement et co-construction d'actions collectives dans le cadre du Schéma des Services aux Familles avec les partenaires du Département (État, Caisse d'Allocations Familiales, Mutualité Sociale Agricole, UDAF et Association amicale des Maires et Adjoints de la Sarthe).

Création d'un réseau de soutiens aux familles, constitués par les professionnels inter-institutionnels et pluridisciplinaires œuvrant dans le domaine de la parentalité pour écouter, accompagner les parents/beaux-parents/grands-parents afin de les soutenir dans leurs fonctions éducatives.

Réflexion à mener sur le **renforcement de la médiation familiale** pour orienter les actions afin de répondre aux préoccupations des Sarthois.

• Apporter un soutien coordonné à domicile aux parents



Versement **d'aides financières directes, d'aides au financement de prestations à domicile**.

Mise en place **d'actions éducatives** (Accompagnement Éducatif à Domicile, Accompagnement Éducatif à Domicile Intensif, Action Éducative en Milieu Ouvert) : les mesures AEMO effectuées par le SEMO de l'association Inalta font l'objet depuis 2018, d'une convention avec le Département, avec une dotation globale sur

la base d'un objectif contractualisé de 1 050 mesures. Pour 2021, une extension de l'habilitation du nombre de mesures d'AEMO à 1 150 est prévue.

Promotion de l'accueil solidaire des Mineurs Non Accompagnés, afin de s'appuyer sur ce dispositif pour favoriser leur intégration socio-professionnelle en France. Les modalités d'accueil vont être étendues envers le tout public.

Optimisation du dispositif de protection de l'enfance : priorité à l'accompagnement à domicile, élargissement de l'offre d'accueil.

• Encourager les actions de conseil conjugal et de planification familiale

Le Département a pour mission d'organiser les activités de **planification et d'éducation** ainsi que la pratique d'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse. Cette mission consiste notamment à s'adresser aux mineurs, adultes, célibataires ou couples afin de répondre aux questions relatives à la puberté, l'adolescence, la sexualité, la vie familiale et conjugale dans le cadre de consultations médicales, de conseils conjugaux ou d'actions collectives.

Un maillage territorial homogène a été réalisé afin de **délocaliser les vacations médicales et de conseils conjugaux du Mans vers les zones rurales** (Mamers et La Ferté-Bernard en 2020, Sablé et La Flèche en 2021). Des négociations avec le second opérateur, le Centre hospitalier du Mans, sont toujours en cours et devront aboutir en 2021 sur la signature d'un CPOM.

> **Les actions de prévention et d'informations collectives, sont rationalisées et réparties équitablement entre les 3 acteurs** (Département, Planning familial 72 et hôpital du Mans) afin de permettre à terme, de **rencontrer au moins une fois dans l'année l'ensemble des classes de 4^{ème} et 3^{ème}** (classe d'âge prioritaire identifiée par le Département).

• Renforcer la politique en faveur de la petite enfance et de l'adoption

La **prévention médico-sociale** en matière de petite enfance relève des missions du Département et plus particulièrement du Service de Protection Maternelle et Infantile. À ce titre, les actions de la Protection Maternelle et Infantile seront consolidées pour **répondre le plus précocement possible aux besoins des enfants et familles**.

Soutien aux modes d'accueil de la petite enfance :

Formation des **assistants maternels** agréés

Poursuite de l'aide et l'accompagnement pour la création ou l'extension de **structures**

d'accueil des jeunes enfants et des Maisons d'Assistants Maternels (MAM)

Renforcement de la consultation et des actions de prévention médico-sociale en les adaptant aux priorités en territoire par les rencontres systématiques avec les jeunes parents en maternité et l'accompagnement des futures mamans dans le cadre de leurs grossesses
Accentuation des **bilans médicaux et dépistages sensori-moteur en écoles maternelles** réalisés par nos professionnels au titre de l'année scolaire 2019- 2020 (107 écoles (+ 36) ont été visitées et 1 372 enfants examinés).



INVESTISSEMENT 2021 – 200 000 €

Contribution au financement du Centre d'Action médico-sociale Précoce (CAMSP) en complément de l'ARS.

Le Département accompagnera en 2021 l'installation du CAMSP au sein de nouveaux locaux situés sur le site hospitalier du Mans. Le coût des travaux est de l'ordre de 1 M€ TTC, pris en charge intégralement par le Département et l'ARS sous la forme de subvention d'investissement. Le Département versera dans ce cadre une subvention de 200 000 € au centre hospitalier du Mans dont 50 % en 2021 et le solde en 2022.

Aides financières : aux familles en cas de **grossesses multiples**, adoption en faveur des assistants familiaux qui adoptent des enfants Pupilles de l'État.

Favoriser l'autonomie des personnes âgées et handicapées

152,6
M€



• Garantir la possibilité aux personnes âgées de rester le plus longtemps possible à leur domicile

Soutien en faveur des proches aidants complémentaire des solutions de répit et de relais en cas d'hospitalisation de l'aidant proposées dans le cadre de l'APA (Loi d'Adaptation de la Société au Vieillessement).

Participation aux frais des services ménagers et des repas en faveur des bénéficiaires d'aide sociale avec des services ménagers qui offrent une prestation en nature (ménage, préparation des repas, aide relationnelle à domicile). La prestation est réalisée par les 6 Services habilités à l'aide sociale. 34 services de portage de repas sont agréés.

Un soutien accru du Département aux services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) - + 1,224 M€ pour les SAAD

Le Département, depuis plusieurs années, apporte des financements pérennes aux SAAD par l'évolution des tarifs afin de tendre progressivement vers le prix de revient (taux d'évolution, prise en compte de l'augmentation des interventions de courte durée dans l'activité des services et de l'augmentation des remboursements liés aux frais de déplacement, préfiguration de la réforme de la tarification). Par ailleurs, il convient de souligner l'effort exceptionnel du Département lors de la crise sanitaire dans le cadre des plans de soutien et de relance et par l'attribution de primes aux salariés.

En 2021, le Département participera à la revalorisation des salaires des aides à domicile dans le cadre de l'avenant 44 (Avenant Bourguignon) voté par l'Assemblée Nationale (+2,5% de la valeur du point) compensée par une recette de l'État à hauteur de 50%, ainsi que par le versement de 0,84€ par heures GIR 1 et 2 pour les SAAD ayant signé un CPOM avec le Département dans le cadre de la préfiguration de la réforme de la tarification des SAAD, du fait de l'absence de financement de la part de la CNSA sur cette mesure. Dans le cas d'un revirement de la CNSA sur ce dernier point, l'accompagnement sera de 1,68€ par heures GIR 1 et 2.

7 148

places médicalisées installées et autorisées hors résidences autonomie et réparties dans 83 établissements dont 1 685 places en résidences autonomie

4 886

bénéficiaires de l'APA à domicile et

6 225

en établissements

1 334

bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement en établissement

.....

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile est versée aux Sarthois âgés de 60 ans et plus, et permettant de couvrir tout ou partie des frais induits par la perte d'autonomie figurant dans leur plan d'aide individualisé élaboré par l'équipe médico-sociale du Département.

2 115

places en établissements et services pour adultes en situation de handicap relevant de la compétence du Département, dont 137 places pour personnes handicapées vieillissantes en EHPAD.

2 210

bénéficiaires de la PCH (domicile et établissements) et 357 bénéficiaires de l'ACTP

32,6 %

des Sarthois auront plus de 60 ans en 2040. Actuellement, 27,85 % de la population sarthoise est âgée de 60 ans et plus. L'âge moyen d'un résident à l'entrée en EHPAD est de 86,6 ans en Sarthe en 2019.

7,75 %

de la population sarthoise reconnue en situation de handicap.

Poursuite de l'expérimentation des 4 services polyvalents d'aide et soins à domicile (SPASAD)

autorisés conjointement avec l'ARS, pour un accompagnement dans les actes de la vie quotidienne et des soins aux personnes âgées, aux personnes handicapées et aux personnes atteintes de pathologies chroniques à domicile.



• Garantir la possibilité aux personnes en situation de handicap de rester le plus longtemps possible à leur domicile

Attribution **d'allocations et de prestations pour le maintien à domicile des personnes handicapées.**

Financement des frais de services ménagers et frais de repas au titre de l'aide sociale.



LE SAVIEZ-VOUS ?

La place et la vocation de la PCH devront évoluer pour accompagner la mise en œuvre progressive d'une société inclusive. Avec l'arrivée de **l'habitat inclusif**, se pose la question de la mutualisation de la PCH et de sa contribution à faciliter le développement des alternatives à la prise en charge en institution.

• Assurer une répartition équilibrée des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées

Poursuite de l'accompagnement, mis en place depuis 2020, en faveur des établissements en matière de dépendance, afin de montrer **l'engagement du Département dans le maintien de la qualité de la prise en charge en EHPAD, face aux difficultés de ce secteur.**

Poursuite de la participation des résidents aux charges de dépendance (Sarthis placés dans la Sarthe et hors département) dans le cadre de l'équité de traitement avec les personnes âgées vivant à domicile.

Poursuite du programme de développement et d'adaptation aux besoins des places en établissements dans le cadre du schéma départemental unique et l'expérimentation, en lien avec l'ARS, pour une durée de 3 ans, du dispositif intégré de vie à domicile (« DIVADOM »), précédemment appelé « EHPAD de demain », avec une vigilance sur le modèle économique et les conséquences financières sur les prestations versées, notamment l'APA.



INVESTISSEMENT 2021 – 857 000 €

- Opération de restructuration de **l'EHPAD de Montfort-le-Gesnois**
- Opérations liées aux achats et renouvellements de petits équipements et de mise aux normes (hygiène, sécurité et accessibilité). À ce jour, pour 2021 : **10 établissements sont prévus.**

• Assurer une répartition équilibrée des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes en situation de handicap



LE SAVIEZ-VOUS ?

1 192 personnes en situation de handicap ont un droit ouvert au 31 décembre 2019, au titre de l'aide sociale (aides à l'hébergement), sont pris en charge en établissements (foyers d'hébergement, foyer occupationnel, FAM...), en accueil de jour et aménagement Creton.

L'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP)

couvre les dépenses liées à l'emploi d'une tierce personne ou pour compenser le manque à gagner d'un membre de la famille faisant office de tierce personne.

La Prestation de Compensation du Handicap (PCH) :

aide départementale dont l'objectif est de prendre en charge totalement ou partiellement les dépenses liées à la perte d'autonomie pour les personnes souffrant de handicap. Elle est attribuée en fonction du degré d'autonomie, de l'âge, des ressources et de la résidence.

Aide à l'hébergement de personnes en situation de handicap

Des outils pour faciliter le parcours des personnes en situation de handicap (Via trajectoire) et une démarche « **Réponse accompagnée pour tous** » au niveau départemental, pour permettre un parcours de vie sans rupture.

Des mesures nouvelles avec : la mise en œuvre de 5 Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens en cours (ACADEA, APA-JH, APEI, PRH, ADIMC), le renouvellement de 3 CPOM (ADAPEI, APAJH, ANAIS) et de la conclusion de 6 nouveaux CPOM (AHSS, FV EPSM, FV Mamers, FV-FAM CH Saint-Calais, FAM CH La Ferté, FAM G. Coulon), la transformation de places pour l'accueil de personnes handicapées vieillissantes et l'extension de places de SAMSAH et d'accueil de jour pour des handicaps spécifiques.

Soutien en matière d'investissement : aide au renouvellement de petits équipements et de travaux de mise aux normes (hygiène, sécurité et accessibilité) aux établissements du secteur des personnes handicapées avec un taux de subvention du Département à 30 % dans la limite d'une aide maximale de 90 000 € et un délai de renouvellement de l'aide de 5 ans par établissement.



57

services d'aide à domicile autorisés en Sarthe

257

personnes prises en charge chez les 152 accueillants familiaux sarthois, dont 139 personnes âgées et 118 personnes handicapées.

• Adapter les réponses aux besoins des personnes âgées et handicapées et des aidants

Promotion de **l'accueil familial**, par une professionnalisation du métier

Partenariat avec le **Gérontopôle**

Subventions aux associations œuvrant auprès du public handicapé et âgé.



LE SAVIEZ-VOUS ?

Depuis sa création début novembre, **Sarthe autonomie** élargit à 22 sites territoriaux un accueil des personnes en situation de handicap qui jusque-là était assuré uniquement au Mans. Sarthe autonomie va progressivement élargir aux personnes en situation de handicap l'accompagnement sur les territoires dont ne bénéficiaient jusqu'alors que les personnes âgées.

• Favoriser les actions de prévention en faveur des personnes de 60 ans et plus

Actions coordonnées via la Conférence des Financeurs : **11 thématiques dont notamment la lutte contre l'isolement, l'alimentation et la nutrition, la prévention santé, l'activité physique adaptée, le bien-être et l'estime de soi.**

> En 2021, les orientations et la stratégie partagées avec les autres acteurs auront pour but de **développer l'habitat inclusif aussi bien au bénéfice des personnes âgées que des personnes en situation de handicap**, en lien avec la volonté qu'ont 90 % des personnes âgées de vivre dans la cité et la recherche d'alternative à la prise en charge institutionnelle des personnes en situation de handicap.

• Garantir le transport des élèves handicapés

Le Département assure le transport des élèves et étudiants en situation de handicap.

Différents transports peuvent être sollicités par le Département, en fonction des besoins.

L'évolution de cette mission est étroitement liée au développement de l'école inclusive qui se traduit par le maintien des élèves dans des classes ordinaires avec accompagnement par une auxiliaire de vie scolaire ou l'affectation dans une des 80 Unités Localisées d'Inclusion Scolaire

579

élèves en situation de handicap transportés pour la rentrée scolaire 2020-2021, soit 6 élèves de plus cette année

L'Accueil familial est une alternative au maintien à domicile et à l'hébergement collectif pour les personnes âgées et des personnes reconnues en situation de handicap qui ne peuvent plus ou ne souhaitent plus rester chez elle en proposant un cadre de vie au sein d'une cellule familiale, une présence aidante et stimulante et ainsi qu'un accompagnement personnalisé.

Conférence des Financeurs : Instance partenariale créée par la Loi relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement et confiée au Département pour la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées

Renforcement des relations avec les transporteurs et mise en œuvre de la convention avec l'Éducation nationale (DSDEN) , l'Enseignement catholique (DDEC) qui permet de mieux associer Sarthe autonomie au processus d'affectation des élèves, le relai systématique par les établissements scolaires des informations sur le transport auprès des familles, un échange fluide des informations au quotidien sur les situations individuelles. L'élaboration du nouvel accord cadre 2021-2025 régira à partir de la rentrée scolaire 2021/2022 l'organisation des transports.

Protéger les plus vulnérables par une prévention et une protection renforcées

59,5
M€

1 560

enfants confiés
(sur les 1 649
jeunes accueillis)
à l'Aide sociale
à l'enfance dont
229
MNA au 30
septembre 2020



• Anticiper et mieux repérer les difficultés des personnes

Mission de **prévention spécialisée**, confiée à l'association Inalta pour une intervention dans les quartiers de politique de la ville auprès des jeunes du Mans, d'Allonnes et de Coulaines. **En 2019, 626 jeunes ont été accompagnés dans la durée, dont 41% de jeunes filles.**

Poursuite du dispositif **« Intervenants sociaux en commissariat et en gendarmerie »** : ce dispositif, grâce à l'intervention de 4 assistants sociaux, répond à des situations de détresse (violences familiales et intrafamiliales) sur les territoires, en lien avec les services de gendarmerie et de police. Coordination du dispositif de recueil, traitement et évaluation des **informations préoccupantes**.

Suivi des « mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) » effectuées par l'association Inalta et l'Association Tutélaire Hélianthe (ATH) en faveur des majeurs bénéficiaires de prestations sociales pour leur permettre de bénéficier d'une aide à la gestion du budget et d'un accompagnement social individualisé.

Des **Mesures d'Accompagnement Judiciaires (MAJ)** viennent compléter le dispositif des MASP. Elles sont décidées par les juges des tutelles, financées par le Département et mises en œuvre par l'ATH et l'UDAF.

Suivi du **dispositif PAERPA** (Personne Agée En Risque de Perte d'Autonomie), dynamique de parcours de santé des aînés de 75 ans et plus, complète ces dispositifs avec un renforcement des liens entre les acteurs du social, du médico-social et du sanitaire.

• Répondre aux besoins d'accueil des mineurs en grande difficulté



LE SAVIEZ-VOUS ?

On constate une augmentation de **20 % du nombre total de jeunes accueillis (MNA compris) entre 2014 et 2019** et de plus de 31 % sur la même période pour les enfants confiés avec des mesures de protection de type placements qui continuent d'augmenter de manière non négligeable et une complexification du profil des jeunes accueillis.

Une progression du nombre des jeunes MNA accueillis entre 2014 et 2019 avec 208 jeunes supplémentaires, soit + 320 %, avec une situation particulière pour 2020 liée à la crise sanitaire.

Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance : Lancé le 7 juin 2019, a pour objectif de recueillir, analyser et expertiser les données départementales individuelles et anonymisées relative à la protection de l'enfance et de formuler des propositions d'actions partenariales sur la politique de l'enfance.

Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) : En matière de recueil, traitement et évaluation des informations préoccupantes, le dispositif s'appuie sur la consolidation d'un service de prévention et de protection des mineurs en danger et des majeurs vulnérables, qui recueille et traite toutes les informations préoccupantes dans un souci de coordination des informations et de partenariat.

Poursuite de la diversification des réponses et l'optimisation de l'activité de placement notamment par :

- **L'extension de 18 places du dispositif de placements éducatifs à domicile (PEAD)** portant ainsi la capacité totale à 78 places afin de moduler les réponses à apporter aux familles en difficultés et poursuite de la réflexion sur la diversification d'une offre d'accueil par des solutions d'accueil plus souples.

- **Le déploiement du dispositif d'accueil d'urgence** assuré par le secteur associatif et engagé en 2019 avec également la recherche de nouveaux locaux plus adaptés à la nouvelle capacité de l'Unité d'accueil d'urgence.

- La poursuite du renforcement des relations avec les partenaires des acteurs de la protection de l'enfance par l'organisation d'un **deuxième forum en 2021 afin de construire et proposer des temps de « formations – informations » sur le champ de l'éducatif en partenariat avec le secteur associatif.**

NOUVEAU La mise en place d'un **dispositif conjoint avec la CPAM et l'EPSM** afin d'améliorer l'accès aux soins pour les jeunes confiés à l'ASE et favoriser une prise en charge plus adaptée.

- **Le soutien en matière d'investissement dans le cadre de l'aide au renouvellement de petits équipements et de remise aux normes** (hygiène, sécurité et accessibilité) pour les établissements du secteur de l'Enfance (taux de subvention du Département à 30 % dans la limite d'une aide maximale de 90 000 € et un délai de renouvellement de l'aide ajusté à 5 ans par établissement).



● **Consolider l'accueil familial et professionnaliser les assistants familiaux**

En 2021, le Département propose de mener une réflexion sur la **revalorisation de l'indemnité d'entretien** versée aux assistants familiaux salariés du Département. Poursuite de la campagne de communication pour **recruter de nouveaux assistants familiaux**, si possible en touchant de nouveaux profils avec un public privilégié : 30-50 ans.

● **Soutenir l'environnement socio-éducatif, scolaire, sportif et sanitaire**

Prise en charge des jeunes en situation de handicap avec un accompagnement sanitaire spécifique par l'intermédiaire du prestataire « Appel médical » (foyer de l'enfance, assistants familiaux...) en complément du dispositif « Passerelle », porté par le secteur associatif, en lien avec l'Agence Régionale de Santé.

Prise en charge des frais de colonies de vacances.

● **Renforcer la cohésion sociale sur le territoire**

Appui financier aux associations (60 associations en 2020) qui œuvrent auprès des publics divers, dont ceux relevant de l'insertion (ATRE, TARMAC, Pain contre la Faim) et avec un renforcement de l'intervention du Département, en 2020, auprès des associations caritatives en lien avec la crise sanitaire

Soutien aux centres sociaux

Financement d'actions sur les quartiers prioritaires dans le cadre du Contrat de Ville de l'Agglomération mancelle (Le Mans, Coulaines, Allonnes) et de la Communauté de communes de Sablé-sur-Sarthe (Sablé-sur-Sarthe).

Participation à l'acquisition de véhicules pour le portage de repas à domicile pour les personnes âgées dépendantes

1 518

places en hébergement et en placement à domicile (+ 132 places depuis 2014)

287

assistants familiaux du Département dont

273 actifs avec

530 enfants confiés.

54

actions financées dans le cadre des Contrats de ville en 2020

.....

Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'Autonomie (MAIA) : Il existe 4 dispositifs MAIA en Sarthe (Vallée du Loir-Vallée de la Sarthe, Le Mans, Nord Sarthe et Perche sarthois et Couronne Man-

celle). Ils contribuent à repérer et à accompagner les personnes fragiles sur l'ensemble du territoire en proximité avec les partenaires.

61 contrats d'engagement médecine générale actifs, **8** médecins généralistes ont atteint les 5 ans d'engagement et poursuivent leur exercice en Sarthe.

43 contrats d'engagement odontologie actifs et **15** contrats d'engagement maso-kinésithérapie actifs.

15

Maisons de Santé pluridisciplinaires (MSP) financées par le Département.

515

internes en médecine générale indemnisés lors de leur stage semestriel en Sarthe, dont 83 ont bénéficié d'une seconde indemnisation lors d'un second stage semestriel en Sarthe et 8 ont signé un contrat d'engagement médecine générale.



• **Poursuivre les actions d'aide à l'installation des professionnels de santé**
Plusieurs types d'aides financières : aides aux stages, aides à la première installation, contrats d'engagement, label territoires Partenaires Santé
Des territoires Partenaires Santé pour faciliter le logement des étudiants en proposant des logements gratuits ou à moindre coût avec une participation maximale aux charges de l'ordre de 150 à 200 € mensuel. À ce jour 21 collectivités

partenaires proposent des logements à loyers très modérés ; auxquelles s'ajoutent le Centre hospitalier de Saint-Calais et le SDIS Le Mans/Coulaines qui, quant à lui, héberge les jeunes à titre gracieux (à hauteur de 5 hébergements simultanés).

Développement des partenariats avec l'ARS, la CPAM, le Centre Hospitalier, les Ordres et la Région Pays de La Loire, ou encore l'IMGA (Syndicat des Internes en Médecine Générale d'Angers)

Pérennisation et développement du plan de communication : **mise en place du numéro unique, renouvellement de la journée sensation, organisation d'une journée de formation**

Soutien à l'association Cap Santé qui a pour objectif de favoriser l'entrée de jeunes bacheliers sarthois dans les études de santé

L'expérimentation du **Plan Territoires Universitaires de Santé**, proposé par la Faculté de santé d'Angers, qui a pour objectif d'adapter le positionnement universitaire afin de mieux répondre aux problématiques et spécificités des territoires en zone démographique sous-dense. Ce Plan prévoyait dès 2020, **la création de trois postes de Chefs de Cliniques-Assistants (CCA) et un poste de Chef de Clinique Universitaire de Médecine Générale (CCU-MG)** pour la Sarthe afin :

- d'accompagner et former au mieux les étudiants en milieu hospitalier dans les territoires déficitaires (CCA),
- d'amplifier l'offre de formation de la médecine générale (CCU-MG).

Cette expérimentation a débuté en novembre 2020, pour une période expérimentale de deux ans, avec la nomination d'un CCA en néphrologie et d'un CCA en radiologie. Les deux postes vacants pourront être opérationnels dès novembre 2021. Un bilan sera mené à la fin de l'expérimentation.

• **Poursuivre le programme de soutien à la construction des maisons de santé**

Aide départementale à l'investissement (80 000 €)



• **Garantir des services d'incendie et de secours performants**

Aide au financement du Service Départemental d'Incendie et de Secours

35 % des travaux de construction, réhabilitation ou extension des centres d'incendie et de secours, 48 % des dépenses de fonctionnement

Poursuite de l'opération d'équipement en caméras de surveillance des massifs forestiers pour répondre aux risques de feux d'espace naturel.

.....
Maison de Santé Pluridisciplinaire (MSP) : établissement regroupant des professionnels de la santé exerçant plusieurs disciplines différentes (médecins, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues...) et implantés notamment dans les territoires ruraux caractérisés par une faible densité de ces professionnels

Technicothèque : Dispositif innovant de mise à disposition et d'achats d'aides techniques pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

• Soutenir les actions de prévention et de promotion de la santé

Plusieurs projets structurants partenariaux pour lesquels le Département s'est engagé contribuent à lutter contre les fragilités et les inégalités et rendent notre territoire attractif en matière de démographie médicale :

- Le **pôle de cancérologie** associant le Centre Hospitalier du Mans, la Clinique Victor Hugo et le Centre Jean Bernard qui bénéficie d'un financement de l'Agence Régionale de Santé avec l'acquisition d'un Cyberknife, solution de radio-chirurgie robotisée, de haute précision contre les tumeurs malignes.

> 500 000 € à verser en 2021

- Le **projet de centre d'enseignement hospitalo-dentaire au Centre hospitalier du Mans** dont l'objectif est de former des étudiants de la faculté d'odontologie de Nantes en vue de les fidéliser en Sarthe et d'offrir un service supplémentaire aux Sarthois, notamment en faveur des personnes présentant un handicap.

> 200 000€ à verser en 2021



- Le **déploiement de la télémedecine** avec : le projet prévu par le Centre Hospitalier Alençon-Mamers (CHICAM) pour des EHPAD du Nord Sarthe, en complément du développement de la téléconsultation opéré en 2020 par le **co-financement de smartphones, destinés aux EHPAD et aux structures médicalisées pour personnes handicapées** ; et une réflexion menée avec la CPAM, le GCSe santé, le Conseil de l'Ordre des Médecins, les Equipes de Soins Primaires Coordonnées Localement autour du Patient (ESP-CLAP) et les Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS) pour travailler à un maillage de l'offre de soins de proximité sur le territoire dans le respect du parcours de soins du patient.

NOUVEAU Projet de **conventionnement entre le Département et la Caisse primaire d'assurance Maladie (CPAM) de la Sarthe** avec pour objectif de **mieux repérer les publics fragiles visés par les actions de la CPAM** et de permettre le soutien de la CPAM dans l'expérimentation de dispositifs médi-

caux innovants soutenus par le Département.

Financement des associations pour leurs actions départementales.

2 164

sapeurs-pompiers volontaires et 303 sapeurs-pompiers professionnels.

76

centres de secours implantés sur le territoire départemental.

3 220

dossiers reçus en 2020 et 1 250 admissions effectives prononcées en 2020 pour Via trajectoire grand âge.

Encourager l'innovation sociale

0,1 M€

• S'engager dans les expérimentations en faveur des Sarthois

Poursuivre l'information des acteurs du secteur sur la **technicothèque**. Après les centres de rééducation en 2020, systématiser la diffusion de l'information en direction de l'ensemble de nos partenaires sur les territoires. L'expérimentation arrivera à son terme à la fin 2021.

• Contribuer à l'émergence de nouveaux services dans les établissements

Suppression des dossiers papiers : toutes les demandes d'admission en établissement pour personnes âgées (EHPAD, EHPA, Résidence autonomie) doivent se faire sur **Via Trajectoire**. Mise en place d'un outil permettant à la **plateforme Accueil Enfance** de disposer d'un outil partagé et connecté, informant sur la disponibilité des places en établissements, en lieux de vie et chez les assistants familiaux afin de fluidifier et rendre plus efficace les placements des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance.

7 769

personnes présentant un handicap disposent d'une orientation en cours de validité (Via trajectoire PH)

Commission Insertion et Logement

Président : Samuel Chevallier
Vice-Président : Patrick Desmazières

**99,3
M€**



PRIORITÉS 2021

- **Poursuivre la mise en œuvre de la nouvelle politique d'insertion socio-professionnelle**, à l'attention des bénéficiaires du RSA, sur l'ensemble du territoire départemental, par le biais d'un accompagnement renforcé, en proximité des usagers, afin de faciliter les parcours d'insertion et d'accès à l'emploi.
- Poursuivre les actions du **Programme Départemental d'Insertion (PDI)** en 2021 et préparer l'appel à projets du prochain programme, pour la période 2022-2024, qui intégrera un volet **Emploi**
- Veiller à assurer une gestion du dispositif RSA, de manière à **verser un droit juste et équitable, en étroite collaboration avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et la Mutualité Sociale Agricole (MSA)**, dans un contexte de forte augmentation

du nombre de bénéficiaires et, par conséquent, de l'allocation RSA

- Porter une attention particulière aux réflexions sur le **Revenu Universel d'Activité (RUA)**, qui pourrait voir le jour à l'horizon 2023-2024, allocation unique pour les personnes les plus modestes, qui devrait fusionner plusieurs prestations (RSA, prime d'activité, Allocation Logement, voire Allocation pour Adulte Handicapé, minimum vieillesse...),
- **Favoriser la massification de la rénovation énergétique** tant dans le parc public que dans le parc privé en cohérence avec le Plan de relance
- **Maintenir la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé**, contre la précarité énergétique et favoriser l'adaptation des logements au handicap et à la perte d'autonomie.

Renforcer nos dispositifs d'insertion professionnelle pour les bénéficiaires du RSA

**93
M€**

12 901

foyers allocataires du Revenu de Solidarité Active (septembre 2020) soit **26 951** personnes couvertes par le dispositif, avec une progression de plus de 9,9% par rapport à janvier 2020.

Au 31 octobre 2020, **3 230** bénéficiaires du RSA ont été accompagnés dans leur parcours d'insertion dans le cadre du PDI.

Les dépenses de fonctionnement progressent de +18,7 % par rapport au BP 2020, en raison principalement de l'augmentation des dépenses relatives à l'allocation RSA.



Piloter le dispositif partenarial en faveur de l'insertion professionnelle et du retour à l'emploi au travers du nouveau Programme Départemental d'Insertion (PDI), pour la période 2019 à 2021, permettra de pérenniser l'engagement du Département en matière d'insertion des publics fragiles.

Aide au retour à l'emploi par le placement de bénéficiaires du RSA et le financement au titre des **contrats aidés** : Contrat d'Accompagnement en Emploi (CAE) et financement des aides au poste pour les allocataires du RSA embauchés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion dans les chantiers d'insertion

LES MOTS CLEFS

Programme Départemental d'Insertion (PDI) : Le Programme Départemental d'Insertion (PDI), engagé pour la période 2019 à 2021, compte 58 actions, mises en œuvre par 45 structures, selon neuf thématiques organisées en parcours, de l'évaluation du besoin des bénéficiaires jusqu'au retour à l'emploi



LE SAVIEZ-VOUS ?

88% des foyers allocataires du RSA sont composés de personnes seules, avec ou sans enfants,
48% sont des foyers avec enfants,
50% des allocataires ont entre 30 et 49 ans,
26% des allocataires ont 50 ans et plus et 24 % des allocataires ont moins de 30 ans,
55% des foyers sont dans le dispositif RSA depuis plus de 3 ans,
21% des foyers sont dans le dispositif RSA depuis moins d'1 an.

Pilotage d'une subvention globale du **Fonds Social Européen (FSE)** qui finance des actions externes, inscrites dans le cadre du PDI, et des actions internes, portées par la collectivité afin de faciliter l'insertion et le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées. Dans le cadre de la Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, signée avec l'État le 29 juillet 2019, et de son avenant n°1, **le Département met en œuvre des actions en faveur de la garde d'enfants et de l'insertion des publics spécifiques bénéficiaires du RSA** (réfugiés et personnes hébergées via le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation - SIAO).



• Gestion équitable de l'allocation RSA avec une politique de contrôle adaptée

La mise en place de la dématérialisation de la demande de RSA est effective depuis le 1^{er} septembre 2019. Depuis cette date, les demandes sont adressées directement par les usagers, soit de manière dématérialisée ou par courrier, à la CAF ou la MSA, qui examinent les dossiers. Seules les demandes pour des situations particulières (Travailleurs Non-Salariés, demandeurs relevant du droit européen...), sont instruites par les services du Département.

Avec la mise en place de la téléprocédure en septembre 2019, puis la crise sanitaire à compter de mars 2020, le nombre de demandes de RSA a fortement augmenté. Du 1^{er} janvier 2020 au 30 septembre 2020, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA a augmenté de 9,9%, passant de 11 739 à 12 901, soit + 1 162 foyers en dix mois.

• Renforcer les clauses d'insertion sociale dans les marchés publics du Département

Actions de sensibilisation à l'insertion de clauses de promotion de l'emploi dans les marchés publics auprès des services internes mais aussi des donneurs d'ordres (collectivités, bailleurs sociaux...) sur tout le territoire sarthois, hors Communauté Urbaine du Mans, dont la gestion des clauses est assurée par Le Mans Développement.

Une aide juridique et technique est ensuite proposée aux services acheteurs souhaitant s'engager dans la démarche : ciblage des marchés susceptibles d'intégrer des clauses sociales, estimation des heures d'insertion, aide à l'élaboration des pièces de la consultation...

180

personnes, ont pu retrouver un emploi grâce à la politique de placement en emploi des bénéficiaires du RSA :

- 79 en Contrats à Durée Déterminée (CDD) courts (inférieurs à 6 mois),
- 95 en CDD longs (supérieurs ou égal à 6 mois),
- 6 en Contrat à Durée Indéterminée (CDI),

soit un taux de placement en emploi durable de plus de

55 %

42 %

des bénéficiaires du RSA sont orientés vers un référent social et 58 % sont orientés vers un référent Pôle Emploi.

Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) : le Département assure la gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) depuis le 1^{er} mars 2005. À ce titre, il poursuivra ses interventions sur les

quatre volets suivants pour les ménages modestes :

- l'accès au logement (garantie, caution, aide au premier loyer),
- les impayés de loyers,

- les impayés d'énergie,
- les impayés d'eau.

>>>> En 2020, selon les relevés d'heures d'ores et déjà enregistrés, **les clauses sociales ont généré 68 962 heures de travail, soit 43 ETP, répartis entre 337 personnes (dont 126 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active)**. La baisse de ce nombre d'heures s'explique par l'arrêt de l'activité économique sur les mois de confinement.

Faciliter l'accès au logement et favoriser le développement d'un habitat de qualité

6,3 M€

291 039

logements dont :
86 % de résidences principales,
5 % de résidences secondaires,
9 % de logements vacants,

13 %

de ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté (10,8 % en moyenne régionale et 14,5 % en moyenne nationale)

9 976

demandes HLM en cours au 1^{er} janvier 2020

260

nouveaux dossiers de ménages sarthois ont été instruits dans le cadre du Programme d'Intérêt Général de lutte contre l'habitat indigne

● Favoriser l'accès et le maintien dans le logement des plus fragiles

Gestion du **Fonds de Solidarité pour le Logement** (FSL)

La création de nouvelles aides à l'accès et au maintien dans le logement, dont la téléphonie et l'internet, a conforté le dispositif d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL) largement mobilisé pour répondre aux prescriptions du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et à la Charte de prévention des expulsions locatives



Poursuite de l'action de « **lutte contre l'habitat indigne et l'habitat très dégradé** » en engageant un nouveau Programme d'Intérêt Général pour repérer et traiter les logements les plus dégradés du parc privé sur le territoire de délégation du Département.

Poursuite des actions en lien avec la Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, en faveur de **l'accompagnement pour l'accès au logement de jeunes à la rue**.

Animation et financement de **l'Observatoire départemental de l'habitat**

Après deux années d'exercice, le plan d'actions du Département au titre du « Logement d'Abord » s'est traduit par des résultats concrets :

- ouverture ou déploiement de places de logements accompagnés dans **trois maisons relais à Bonnétable, La Flèche et Montval-sur-Loir**,
- aides financières permettant le parcours résidentiel de l'hébergement vers le **logement autonome de plus de 80 jeunes et de 100 familles avec peu de ressources**,
- **accompagnement de 35 ménages modestes de plus de 60 ans** dans des projets de rénovation ou d'adaptation de leur logement.

● Soutenir la construction de logements abordables, accessibles, économes en énergie

Attribution des **aides à la pierre**, aide aux bailleurs sociaux

En complément des aides de l'État, **le Département apporte son aide aux bailleurs sociaux pour la construction des logements très sociaux financés en PLAI et aux communes (ou EPCI) pour la viabilisation de terrains communaux destinés à accueillir ces logements.**



>>>> 2020 a été une année importante pour la construction HLM sur le territoire de délégation du Département. **205 logements locatifs sociaux ont été financés au titre de la délégation des aides à la pierre dont 88 logements pour des ménages très modestes**

(PLAI). En complément des aides de l'État, la collectivité a financé sur ses fonds propres les 88 logements en PLAI. Le Département a également agréé, au titre de la délégation, **24 logements sociaux en accession à la propriété** (Prêt Social Location Accession) et **8 logements en structures pour personnes âgées** (Prêt Locatif Social).

● **Rénover les logements anciens et les adapter à la perte d'autonomie**

Rénovation des logements du parc privé et public

Attribution des aides de **l'Agence nationale de l'Habitat** (Anah). En complément de ces aides de l'Anah, le Département apporte une « **prime au développement durable** » qui correspond principalement à une aide à la rénovation thermique. Cette aide est confiée en gestion à l'Anah afin de faciliter les circuits pour les particuliers et d'éviter ainsi une double instruction.

Soutien aux opérations de type **OPAH ou PIG** dans les territoires

NOUVEAU Ces opérations, qui visent plus spécifiquement un public de ménages modestes, seront complétées en 2021 par **l'engagement du Département aux côtés des EPCI pour le déploiement des Plateformes Territoriales de Rénovation Énergétique (PTRE)**. Celles-ci permettront d'accompagner l'ensemble des Sarthois dans leur projet de rénovation.

Accompagnement de l'action « Cœur de ville » à La Flèche et Sablé-sur-Sarthe et soutien au programme « **Petites Villes de Demain** ». Ce dispositif vise à conforter, pour les six ans à venir, l'action de 30 communes sarthoises, retenues pour 29 « Petites Villes de Demain », qui exercent des fonctions essentielles de centralité à la cohésion des territoires.

Soutien aux opérations de réhabilitation, de rénovation thermique et d'adaptation dans les logements du parc public social

Le Département a financé la rénovation thermique de

262

logements en 2020 et l'adaptation de

148

logements dans le parc locatif social



INVESTISSEMENT 2021 – Des bâtiments à énergie positive

Le Département s'engagera dans le dispositif **EnergieSprong**, programme ambitieux et innovant de massification rapide du parc de logements HLM sarthois, dont près du quart de ses



39 000 logements est classé en catégorie énergétique E, F, G. L'objectif sera double : proposer aux ménages des logements attractifs à coût énergétique neutre tout en soutenant le secteur du bâtiment et sa montée en compétence sur le développement de la très haute performance énergétique. Il s'agit de la première étape d'un processus devant être dupliqué à l'ensemble du parc de logements et des bâtiments sarthois.

Renouvellement de l'engagement auprès de **Sarthe Habitat** au titre de la convention de soutien 2017 - 2021

Commission Développement Numérique et Réseaux électriques

Présidente : Martine Crnkovic

24,3
M€



PRIORITÉS 2021

- Poursuivre la politique numérique éducative avec la **finalisation du plan numérique collège** qui couvrira l'ensemble des collèges publics du territoire début 2021
- Soutenir et développer les **usages numériques territoriaux** et capitaliser sur le déploiement des infrastructures numériques.

- Poursuite de la politique départementale **d'enfouissement des réseaux électriques**
- Poursuite de **la transition énergétique** du Département : réduction des consommations, production d'énergies renouvelables et compensation carbone.

Faire du numérique un levier pour le développement territorial

120 000

Sartheois qui se connectent chaque jour grâce à l'initiative prise par le Département en 2004 et plus de **22 000** collégiens

40 000

contrats signés par les opérateurs qui utilisent le réseau départemental

52 971

prises raccordables et plus de **10 000** foyers sarthois déjà raccordés au-delà du nombre de prises

129

communes couvertes à plus de 80 %, dont 122 communes rurales



● Investir dans le déploiement du Très Haut Débit

Sarthe Numérique dispose depuis le 1^{er} janvier 2020 de moyens propres pour assurer la mise en œuvre des différents projets du Syndicat mixte.

● Proposer aux Sarthois des solutions pour accéder aux usages numériques

NOUVEAU Mise en place d'un plan d'action pour **lutter contre la fracture numérique et développer les usages**. Dans le cadre de cette démarche, la concertation auprès d'un nombre significatif de structures de l'ensemble de l'écosystème sarthois se poursuit par la diffusion d'un questionnaire et s'accélérera encore

dans les prochains mois avec l'ouverture d'une **plateforme de participation**. En parallèle de cette étude, d'autres actions sont engagées tel que le travail confié par convention à la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) du Mans et de la Sarthe, pour mener à bien l'accompagnement **des nouveaux projets de tiers-lieux, mais aussi la mise en réseau et la valorisation des lieux existants, afin d'offrir aux professionnels des zones rurales l'accueil et les services qui leurs sont nécessaires**.

Soutien à la création de **nouveaux tiers-lieux numériques**

Mise à disposition de plusieurs plateformes numériques publiques mutualisées (marchés publics, contrôle de légalité, système d'information géographique...)

LE MOT CLEF :

« **Tiers lieux** » numériques : un lieu où le public a accès pour bénéficier d'un accès au réseau, d'ordinateurs ou de conseils. Une carte interactive est accessible sur www.sarthe.fr/les-tiers-lieux-numeriques-en-sarthe

Développer le numérique dans l'exercice de nos politiques publiques

8 M€

• Renforcer et moderniser les équipements informatiques dans les collèges

>>> Malgré une année 2020 perturbée par deux périodes de confinement (occasionnant difficultés d'approvisionnement et nécessité d'aménagements de planning), le Département a maintenu les déploiements et pourra finaliser sur 2021, conformément au planning fixé, la mise en place de son premier plan numérique collège et permettre à l'ensemble des établissements publics du territoire sarthois d'en bénéficier.



Poursuite et finalisation du 1^{er} plan numérique collège par le déploiement des trois derniers établissements : Joseph Weismann et Le Vieux Colombier au Mans, Louis Cordellet à Parigné-l'Évêque

Développement des solutions de vidéo-projection et de gestion technique bâtimentaire, doublement du débit Internet

Renouvellement des équipements de vidéo-projection avec environ 200 nouvelles salles de classe rééquipées

Renouvellement des infrastructures techniques du Datacenter collège

NOUVEAU Renouvellement des équipements innovants (armoires de stockage et tablettes, mallettes de Baladodiffusion) des 13 premiers collèges dotés en 2016 et déploiement de réseaux WIFI dans ces établissements

NOUVEAU Lancement du nouveau plan numérique collège : collège Berthelot et La Madeleine au Mans, George Desnos à La Ferté-Bernard, La Foresterie à Bonnétable et François Grudé à Connerré.

Maintien de l'opération catalogue pour fournir des équipements numériques aux collèges publics non bénéficiaires du plan ainsi qu'aux collèges privés du département.



LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans un souci de développement durable et d'inclusion numérique des personnes les plus fragiles, les équipements récupérés dans les établissements dans le cadre du Plan pourront être réutilisés (selon leur configuration technique et leur état général) dans le cadre de certaines opérations d'accompagnement des associations d'insertion.

Préparer l'évolution d'**E-lyco**, l'environnement numérique de travail

• Développer et aligner le système d'information sur la stratégie de la collectivité

Modernisation et développement du système d'information de la collectivité : relation digitale à l'usager, dématérialisation, amélioration de l'environnement numérique de travail

• Garantir la fiabilité de l'infrastructure du système d'information

>>> Au titre de l'année 2020, les ressources ont été largement mobilisées dans le cadre de la crise sanitaire afin de répondre aux sollicitations et besoins de travail à distance des agents pour garantir la continuité du service public.

2 570

entreprises ou services administratifs qui souscrivent une offre pro sur le réseau départemental dont 1 114 raccordés à la fibre optique

225

tiers-lieux numériques

Sur la période 2015-2021, le Plan Numérique Collège a représenté

15,4 M€

371

vidéo projecteurs installés dans les collèges sarthois

O : l'objectif « Zéro papier » de la collectivité avec une dématérialisation totale des processus administratifs et des dossiers

Moderniser les réseaux électriques et favoriser la transition énergétique

17,2
M€

19 121

km de lignes
électriques

12 066

postes de
transformation

227 150

consommateurs
d'énergie

5 495

producteurs
d'énergie

19

soutiens aux audits
de bâtiments publics
pour 9 communes en
2020

12

communes
ont sollicité le
Département pour
les accompagner
dans le déploiement
d'une ou deux
bornes électriques.



LE SAVIEZ-VOUS ?

Depuis 1930, le Département de la Sarthe est l'Autorité Organisatrice de la Distribution Publique d'Electricité sur le territoire de la Sarthe, hors la ville du Mans. Le Département de la Sarthe est le seul de France, avec le Loiret, à être propriétaire de son réseau électrique. L'exploitation de ce réseau est confiée à l'entreprise ENEDIS, filiale d'EDF, suite à une convention de concession signée le 31 décembre 2019 pour une durée de 30 ans.



• Poursuivre notre programme d'effacement des réseaux électriques

Mise en souterrain du réseau (électrique et télécom) pour permettre aux communes de réaliser les aménagements urbains et la mise en valeur du patrimoine. Le Département met en œuvre 3 programmes de mise en souterrain de réseaux : le programme effacement, le programme effacement télécom et le programme effacement 100% électrique.

• Garantir la qualité du réseau de distribution d'électricité dans la Sarthe

Renforcement et **sécurisation** du réseau de distribution publique d'électricité en zone rurale

Le Département met en œuvre 3 programmes : renforcement des lignes de plus forte section en câbles isolés, résorption des lignes aériennes basses tension en fils nus et résorption des lignes aériennes basse tension en fils nus de faible section.

Maîtrise des risques électriques aux abords des exploitations agricoles

Aide aux collectivités qui entreprennent des projets de mise en valeur des sites ou monuments par l'éclairage.

• Accompagner la transition énergétique

NOUVEAU Animer et coordonner à l'échelle départementale l'émergence de **Plateformes territoriales de rénovation énergétiques (PTRE)** à l'échelle des collectivités ou leurs groupements, en partenariat étroit avec la Région (Pilote régional) et l'État.

Participation à la **SEM régionale Croissance verte** (200 000 €)

Accompagnement à la réalisation d'audits énergétiques dans les bâtiments publics : ACTEE

Efficacité énergétique des bâtiments et maîtrise de la demande en énergie

Actions en faveur de la rénovation énergétique des logements



SARTHE IRVE
Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques

COÛT DE LA RECHARGE TTC

Client abonné	0,30€/kWh
Client non-abonné	1€ + 0,30€/kWh

Besoin d'aide ?
0 805 021 480

COMMENT SE RECHARGER ?

AVEC VOTRE BADGE ALIZE OU BADGES PARTENAIRES*

1. Badgez, branchez et chargez
2. Terminez la charge en présentant le badge

AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE SANS CONTACT

1. Terminez la charge en présentant votre carte bancaire devant le terminal de paiement
2. Suivez les instructions sur l'écran
3. Terminez la charge en présentant votre carte bancaire devant le terminal de paiement

AVEC VOTRE SMARTPHONE

1. Téléchargez l'application Alize
2. Sélectionnez le point de charge et laissez-vous guider par l'application
3. Terminez la charge depuis votre smartphone pour débrancher

*vérifier la compatibilité du badge ou du badge sur www.alizecharge.com

Actions en faveur de la mobilité durable :

- Mise en place du dispositif d'aide du Département pour les bornes de recharge pour véhicules électriques

qui pourra être sollicité pour accompagner les projets qui concernent les bornes de type « rapide ». Cette aide correspond à 20 % des coûts éligibles avec un plafond de 6 000 €. Actuellement, 12 communes ont sollicité le Département pour les accompagner dans le déploiement d'une ou deux bornes. De plus, des bornes d'alimentation électrique seront progressivement déployées dans chaque site départemental afin de faciliter leur rechargement. Dans un premier temps, 18 sites sont envisagés.

Près d'une dizaine de ce type de véhicules à motorisation électrique seront comptabilisés en 2021 dans la flotte départementale.

- Mise à disposition des agents d'une quinzaine de vélos à assistance électrique

sur les sites centraux de la collectivité afin d'inciter le recours à un moyen alternatif de déplacement que l'automobile.

Commission Réussite éducative et Citoyenneté

Président : Régis Vallienne
Vice-Présidente : Brigitte Lecor

**38
M€**



PRIORITÉS 2021

- Nouvelles opérations de réhabilitation structurantes, de travaux de **rénovation énergétique** et d'études de restructuration
- Finalisation du **plan numérique collège**
- Fonctionnement, entretien général et technique des collèges publics
- Amélioration perpétuelle de la qualité nutritionnelle des repas par un approvisionnement en **circuit court**

avec l'objectif de 70 % à l'horizon 2021 et la lutte contre le gaspillage alimentaire

- Lutte contre la **précarité menstruelle** et actions de prévention auprès des jeunes
- **Promotion de l'engagement citoyen dans les collèges**

Donner les meilleures conditions de réussite aux collégiens

**38
M€**

56

collèges publics dont 3
collèges en cité scolaire

19

collèges privés

29 121

collégiens à la rentrée
2020 dont 17 592 demi-
pensionnaires

Un patrimoine
immobilier de

301 500 m²

445

agents
techniques des
établissements
d'enseignement

• Rénover et moderniser les collèges



INVESTISSEMENT 2021 – Priorité aux collèges

Nouvelles opérations de reconstruction ou de restructuration des collèges – 8,15M€ :

En raison du décalage de calendrier provoqué par la crise de la COVID-19, plusieurs projets entreront en phase de travaux en 2021.

- Le Vieux-Chêne à La Flèche 1,7 M€ de crédit de paiement sur une autorisation de programme globale de 3,6 M€,
- John F. Kennedy à Allonnes 1 M€ de crédit de paiement sur une autorisation de programme globale de 4,6 M€,
- Bérengère de Navarre au Mans 2 M€ de crédit de paiement sur une autorisation de programme globale de 4,4 M€,
- Pierre Belon à Cérans-Foulletourte 0,7 M€ de crédit de paiement sur une autorisation de programme globale de 4,5 M€,

NOUVEAU 4 projets de rénovation énergétique globale des bâtiments – 6,2 M€ :

- Georges Desnos à La Ferté-Bernard (2,6 M€),
- Le Joncheray à Beaumont-sur-Sarthe (1,95 M€)
- Pierre de Ronsard à La Chartre-sur-le-Loir (1,6 M€)
- Le Petit-Versailles à La Flèche (3,6 M€).



Par ailleurs, afin d'améliorer le confort thermique des collèges et corriger les désordres des enveloppes de bâtiments, plusieurs études thermiques seront lancées.

Rénovation : poursuite des études pour de futures restructurations des collèges – 9,2M€ :

Le Petit-Versailles à La Flèche, Les Quatre-Vents au Lude, Belle-Vue à Loué et Jules Ferry à Saint-Calais

>> Concernant le collège de Loué, la situation des locaux et l'accroissement des effectifs nécessitent d'accélérer la réflexion d'une restructuration voire d'une reconstruction. Des actions seront pour cela engagées à court et moyen termes :

→ À court terme, l'installation d'un espace modulaire contigu à l'actuelle demi-pension d'une surface d'environ 85 m², permettant d'offrir des places supplémentaires de self pour les élèves du collège Belle Vue. Cette installation devrait être effective en mars 2021.

→ À plus long terme, comme inscrit dans le cadre du Plan Collège Performant, la restructuration du collège : les études sont inscrites sur l'année 2021 et permettront d'évaluer rapidement les 2 options : **une restructuration sur le bâtiment ou une reconstruction.**

Un effort important en matière de Gros Entretien et Réparations : 185 interventions (remplacement de préau, remplacement de chaudière, câblage au titre du PNC, rénovation de salles, de hall) **sur 52 établissements sont programmés pour 2021 – 9M€**

Réalisation des travaux d'**accessibilité** conformément au programme Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) : **les collèges Pasteur à Yvré-l'Évêque, Joséphine Baker au Mans ou Paul Chevallier au Grand-Lucé disposeront à ce titre d'ascenseurs dans les prochains mois.**

Sécurisation des établissements (clôtures, portails, alarmes, vidéosurveillance ...) : travaux prévus dans **20 collèges – 1,9 M€.**

Grâce à ces investissements pluriannuels, 80 % des collèges publics disposeront en 2021 de clôtures périphériques rénovées avec un système de contrôle des accès. Ces équipements se complètent au fur et à mesure d'un dispositif de vidéoprotection, après concertation avec les établissements

Maintenance courante des collèges

● Accompagner les collégiens dans leurs études

Distribution des **chèques collèges** à tous les élèves de troisième

Aide aux sorties scolaires (7,50 € par élève, avec une dotation complémentaire de 2,50 € par élève allouée aux collèges ruraux)



● Soutenir le fonctionnement des établissements scolaires

Dotation de fonctionnement aux collèges publics (4,25 M€)

Maintien des tarifs de restauration stabilisant le prix du repas à 3,70 € dans le cas d'une restauration sur 4 jours et le maintien de la participation de 23,75 % sur les produits scolaires (familles et personnels) au titre de la rémunération des personnels techniques des collèges. La minoration du tarif par la collectivité pour les élèves boursiers est maintenue à 0,65 €.

Prise en charge du coût de **location des installations sportives (1 M€)**

● Soutenir les établissements d'enseignement privé

Dotation de fonctionnement aux collèges privés

Réalisation de travaux dans les collèges privés au titre de la construction ou reconstruction ou rénovation de locaux.

44

cuisines en production sur site, 2 cuisines centrales avec 5 cuisines satellites

2,3 M

de repas servis dans les collèges

70 %

de produits issus de circuits courts dans les assiettes des collégiens en 2021

LE MOT CLEF

« 4 AS » : La démarche interne de qualité dénommée « 4 AS » (Accueil Souriant, Assiette Savoureuse, Animation du Service, Ambassadeurs Sarthois) contribue à mobiliser l'ensemble des agents techniques sur ces objectifs.

Aide financière apportée aux **Maisons Familiales** et aux 3 établissements de la **Fédération Familiale Départementale de l'Enseignement Agricole Prive** (FFDEAP) de la Sarthe

• Promouvoir les valeurs de la République et l'engagement citoyen

Conception de parcours de visites numériques et initiation à la photographie au collège
Valorisation des circuits courts, poursuite de la lutte contre le gaspillage alimentaire, organisation du Défi-écomarmiton

NOUVEAU Expansion du dispositif de **classes de cadets de la sécurité civile**
Pour mémoire, une première classe de Cadets de la Sécurité Civile (CSC) a été créée à la rentrée 2017 au **collège des Quatre vents du Lude**. À la rentrée 2018, une seconde classe a été mise en place au **collège Trouvé-Chauvel à La Suze-sur-Sarthe**. La démarche s'est poursuivie par l'ouverture de deux classes supplémentaires au **collège Simone Veil à Sablé-sur-Sarthe**, l'autre au **lycée Sud au Mans avec 7 lycéens**. Un dialogue est actuellement en cours avec les **collèges Costa-Gavras et Joséphine Baker du Mans pour la création d'une classe commune lors d'une prochaine rentrée**.

Soutien aux différents dispositifs : Classes presse, Chorallèges, Collège au cinéma, Cercle Europe

Accompagnement des collèges dans leur démarche **vers la labellisation E3D**

Participation au « Cercle Europe Collèges » qui permet aux collégiens la découverte d'un autre pays de l'Union européenne et de ses activités culturelles.

Organisation de **10 interventions dans les collèges sur la protection de l'environnement** en Europe, sous la forme d'un concours, avec la visite d'un site Natura 2000 du Département pour les trois premiers groupes collèges gagnants.



NOUVEAU Valorisation des actions de prévention à destination des collégiens

Le Département a l'ambition de rendre plus visible et de renforcer ses actions de prévention à destination des collégiennes et des collégiens. Pour cette année 2021, il est proposé d'engager une action sur la **précarité menstruelle**, sujet longtemps tabou, qui est pourtant un enjeu de santé et de lutte contre l'exclusion :
- Un enjeu de santé lié au manque de changement des protections (infections, septicémies...);
- Un enjeu d'absentéisme et d'exclusion sociale en raison des potentiels renoncements à se présenter en cours.

Il est donc proposé une **expérimentation pour que le Département puisse mettre à disposition des collégiennes** (au sein des infirmeries scolaires des collèges), **9 000 protections hygiéniques durables et lavables**. Cette démarche, qui a l'ambition de s'inscrire dans un cercle vertueux (durable, préventif et local), sera l'occasion de développer **un accompagnement pédagogique sur les enjeux de cette action de prévention, en lien avec la solidarité départementale et les services départementaux de l'Éducation Nationale** (et en particulier la médecine scolaire), à l'appui d'outils adaptés de communication de présentation de la démarche et d'utilisation de ces protections hygiéniques. Cette opération s'inscrit également dans la dynamique départementale de **soutien à l'emploi local**, car ces protections hygiéniques biologiques, ont été créées par deux chefs d'entreprises sarthoises (Corinne Boulay - La Week up' et Annelise Morin - Plastigom), et sont directement produites en Sarthe, à Champagné.

4

classes de cadets de la sécurité civile dans le département

9 000

serviettes hygiéniques lavables distribuées dans les collèges

Commission Infrastructures routières

Président : Frédéric Beauchef
Vice-Présidente : Dominique Aubin

**40
M€**



PRIORITÉS 2021

- **Poursuite de grands chantiers structurants pour la Sarthe**
- **Soutien aux communes avec les dispositifs des aides liées à la voirie communale** et les aides exceptionnelles.
- Entretien du **patrimoine routier**, investissement dans l'entretien des ouvrages d'art, dans les grosses réparations de chaussée, dans le renouvellement des

couches de roulement, des équipements de la route et du matériel nécessaire

- **Investissements pour la sécurité routière**
- **Création du schéma de mobilités**

Investir dans le réseau routier départemental pour faciliter les déplacements

**40
M€**

• Moderniser les routes

Aides départementales à la voirie communale (ADVC)

Aides exceptionnelles, notamment avec la prise en charge de la réalisation d'un tapis d'enrobés au lieu d'un enduit superficiel sur les routes départementales en agglomération (lorsque la couche de roulement est arrivée à renouvellement).



INVESTISSEMENT 2021 - De nombreux chantiers routiers structurants

- travaux pour le barreau de liaison de la RD 323 à la route des Landes à **Connerré**

- derniers travaux liés à la suppression du passage à niveau de **Rouessé-Vassé**
- travaux relatifs à la construction du passage souterrain à gabarit réduit sous le giratoire de l'Océane à **Saint-Saturnin**
- réalisation de deux créniaux de dépassement sur la RD 357, dont le crénial à 2 x 2 voies sur Ecorpain, Bouloire et Coudrecieux et le crénial à 2 x 1 voie sur la commune de **Montaillé** ainsi que la réalisation du giratoire associé en extrémité d'aménagement
- modernisation de la RD 92 à **Mulsanne** entre les giratoires de Beauséjour et du Cormier
- étude de circulation dans le cadre du projet de déviation de **Sillé-le-Guillaume**



• Entretenir et exploiter les routes

Réalisation de **tapis d'enrobés** sur les chaussées à fort trafic ou à forte contrainte

Réalisation des travaux programmes du Parc départemental (enduits superficiels, préparations, fossés, grosses réparations curatives, marquages...)

NOUVEAU **Rénovation du pont de Sablé-sur-Sarthe** (RD306) : joint et reconstruction des gardes grève et changements appareils

4 275

km de routes départementales

246 giratoires

1 325

ouvrages d'art de plus de 2 mètres dont 230 de plus de 20 mètres d'ouverture

9 millions de km parcourus par jour

LE MOT CLEF :

« Classer une route départementale » :

La classification du réseau routier est différenciée selon l'importance des liaisons assurées. Elle clarifie l'organisation du réseau et hiérarchise les itinéraires entre eux. Le critère de classification participe

à la définition des objectifs d'aménagement et d'équipement de la voirie ainsi qu'à la définition des niveaux de service en viabilité hivernale et en entretien routier.

610

kms de routes
départementales
repassées à 90km/h

90%

des Sarthois utilisent
leur automobile
comme moyen de
transport principal

d'appuis (250 000 €)

Mise en place d'**équipements de la route** (signalisation, glissières...)

Entretien courant des chaussées et de leurs dépendances, le **fauchage** et le débroussaillage des accotements

• Agir pour la sécurité routière



INVESTISSEMENT 2021 - Sécurisation du réseau routier départemental

- réalisation du cheminement de « Vaux » sur la RD 91 à **Yvré-l'Évêque**
- fin des travaux du carrefour avec voie spéciale de tourne à gauche sur la RD 306 à La Flèche (accès à la carrière du Beauchet)
- réalisation d'un carrefour giratoire entre la RD 357 et la RD 88 à **Coulans-sur-Gée**
- réalisation d'un giratoire entre la RD 310 et le chemin du Pressoir à **Sillé-le-Guillaume**
- modification du carrefour RD 117/ VC à **Saosnes** avec participation de la commune
- réalisation d'un giratoire franchissable à **Neuville-sur-Sarthe** entre les RD 47 et RD 197



Opération de mise en sécurité d'équipements par remplacement de **deux mâts de signalisation** sur la RD 323 sur Le Mans et Changé.

• Gérer le parc départemental

Schéma mobilités :

le Département au service des territoires et de ses habitants

La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM), promulguée le 24 décembre 2019, comporte une centaine de mesures poursuivant des objectifs variés :

- *supprimer les nombreuses « zones blanches » de la mobilité, en s'assurant que sur 100 % du territoire une autorité organisatrice est bien en charge de proposer des offres de transport alternatives à la voiture individuelle,*
- *répondre aux enjeux de déplacements domicile-travail,*
- *apporter une réponse aux besoins des publics plus fragiles,*
- *infléchir la courbe d'émission CO2 et accompagner la transition énergétique du secteur*

La LOM consacre la Région comme chef de file, à la fois architecte et chef d'orchestre des mobilités sur le territoire régional et refond la compétence d'AOM et l'étoffe notamment dans le champ des mobilités actives, partagées et solidaires. Pour pouvoir animer le dispositif et s'assurer d'un dialogue de proximité avec les territoires la Région est en cours de définition des **bassins de mobilité** dans une démarche de co-construction : 17 bassins de mobilité sont envisagés en Pays de la Loire dont **4 en Sarthe**.

Le Schéma régional des mobilités des Pays de la Loire est prévu avec une adoption à l'été 2021. Avec la LOM : les **Communautés de communes** peuvent prendre la compétence d'AOM seules ou en groupement (Syndicat Mixte par exemple). Un Pôle d'Equilibre territorial et rural (PETR) ou un Syndicat mixte de SCOT peut devenir Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM). La LOM demande aux Communautés de communes de délibérer, avant le 31 mars 2021, **sur la prise de la compétence « organisation de la mobilité »**.

Le Département souhaite faire émerger et coordonner à son échelle, les volontés politiques et les actions en matière d'aide aux mobilités des usagers pour assurer une cohérence territoriale des infrastructures et services de mobilités associés.

En effet, les politiques de mobilité ont plusieurs enjeux importants pour la Sarthe : améliorer **l'attractivité du territoire et poursuivre l'accompagnement des usagers et du désenclavement des territoires, avec notamment des efforts à porter sur les territoires périphériques**. Pour permettre de garantir une vision harmonisée sur tout le territoire dans une approche financière maîtrisée et garantir des prises de décision partagée et locale dans une logique de confiance, de solidarité et d'équité territoriale.

Création d'un fonds mobilités départemental

Le Département met à disposition des collectivités un fonds de mobilité de **9 M€**, avec plusieurs dispositifs par commission, sur le champ des mobilités.

Le Département, par sa position et son rôle de partenaire privilégié des communes, dispose de la légitimité et a toute sa place pour garantir un service au plus près des territoires et de ses habitants. À ce titre, **il intervient déjà de diverses manières en faveur de la mobilité** du fait de ses compétences (ges-

tionnaire des routes départementales, itinérance touristique / plan vélo / voies vertes / fluvestre, Solidarité territoriale et développement du territoire sarthois / compétences sociales (personnes âgées ou/et handicapées, ou insertion, **soutien et expertise pour favoriser la mise en place d'actions ou de services de proximité**).

Le Département propose les actions suivantes :

- Assurer un **rôle d'animation et de régulation** sur son territoire en lien avec la Région et les communautés de communes pour assurer l'équité et la solidarité territoriale avec la mise en place d'un comité départemental en lien avec le comité régional,
- Accompagner le **développement l'amélioration des déplacements au quotidien**,
- Mobiliser son équipe de développeurs territoriaux pour coordonner l'ensemble des services et opérateurs à financement départemental dans l'accompagnement des projets de mobilités.
- Être copilote avec la Région de l'élaboration d'un plan d'action commun en matière de mobilité solidaire à l'échelle de chaque bassin de mobilité

Commission Aménagement des territoires, Agriculture et Développement durable

Président : François Boussard

Vice-Présidente : Monique Nicolas-Liberge

12,2 M€



PRIORITÉS 2021

- Poursuite du plan territorial de relance,
- **Mise en place d'une « porte d'entrée unique » du Département, pour les collectivités territoriales : SARTerritoires**
- Demande de la délégation des aides à l'**immobilier aux entreprises**
- Renforcement des politiques en faveur de la **préservation des espaces naturels sensibles, du développement du bocage et du soutien aux plantations**
- **Poursuivre les études sur la possibilité de développer des réserves en eau** pour faire face aux impacts du changement climatique sur la ressource en eau et pour examiner la situation de la ressource en eau au voisinage des forêts de conifères plus sensibles.
- Établissement d'un **plan barrage**

Accompagner les communes et les intercommunalités

1,8 M€

12 M€

alloués au fonds territorial pour les collectivités

1 266

associations aidées via les dotations cantonales

532

dossiers aidés au titre du fonds de soutien d'urgence

295

collectivités (280 communes et 15 intercommunalités) ont contacté le Département, soit 80 % des 369 collectivités bénéficiaires du fonds.

5

dossiers d'aide au dernier commerce de proximité



• Soutenir financièrement les collectivités locales dans leurs projets

Soutien aux collectivités avec le déploiement d'un fonds de relance par des contrats avec chaque commune ou Communauté de communes pour financer les projets d'investissement de son choix,

Soutien aux associations, via les dotations cantonales associatives,

Soutien aux Pays, qui apportent une ingénierie locale à leurs communes notamment en matière de planification (SCOT, plan climat énergie),

NOUVEAU Soutien au projet de halte TER Le Mans hôpital : la mobilité étant un enjeu fort en termes d'accès aux services, le Département s'était engagé à soutenir financièrement le projet de construction de halte TER au Mans hôpital. La convention de financement a été finalisée en 2020 et les premiers versements devraient se tenir en 2021. La part du Département s'élèvera à une somme forfaitaire de 600 000 € sur un budget total de l'ordre de 9,5 M€.

NOUVEAU Soutien au développement de l'immobilier des entreprises avec l'appui d'une équipe départementale de développeurs territoriaux. Ce dispositif, dans lequel les EPCI pourraient s'inscrire volontairement, permettrait une gestion de l'octroi de l'aide par le Département avec un cofinancement partagé EPCI (10 %) / Département (90 %), avec un taux de subvention de 20 % du projet et un plafond d'aide de 100 000 €.

Accompagnement des territoires avec le déploiement du programme « Petites villes de demain » et du dernier commerce de proximité

• Développer l'offre de services dédiés aux collectivités locales

Autour du Département, un ensemble de structures de la sphère départementale CAUE, ATESART, SEM, Sarthe numérique, Sarthe Tourisme, Sarthe Habitat et désormais EPF Mayenne-Sarthe, sont en mesure de proposer une offre diversifiée de services aux collectivités.

• Maintenir des services départementaux accessibles à tous les Sarthois

Dynamique d'animation et de coordination des services publics, réflexion pour déployer une feuille de route des usages numériques

Accompagnement sur la prise de compétence Mobilité

38 000

Sarthois sont à moins de 18 min de services publics

Préserver notre environnement et notre cadre de vie

1,3 M€

• Investir dans les Espaces Naturels Sensibles, atouts verts du département

Valorisation des Espaces naturels sensibles : parmi les 17 sites ENS, un certain nombre feront l'objet de travaux notamment ceux d'Aubigné- Racan, de Luché-Pringé et de Saint-Léonard-des-Bois en 2021



Classement en site tremplin (vocation à être labellisé ENS dans 2 ans) **du site de Bouloire** en lien avec les mesures de compensation de la RD 357

Procédure d'acquisition d'un site à Juigné-sur-Sarthe (Coteau du port)

Soutien à la démarche de labellisation du **Géoparc Unesco**

17

Espaces naturels sensibles

12

sites Natura 2000 en Sarthe dont 2 animés par le Département

• Contribuer à la reconstitution du bocage et gérer le patrimoine arboré

Poursuite de la politique renforcée du **soutien au bocage** :

>>> En complément des aides, le Département réalise également sur son propre patrimoine des plantations de haies bocagères ou de bosquets, en lien avec certains aménagements routiers. Un certain nombre de collèges sollicite le Département afin de réaliser des aménagements spécifiques en lien avec la biodiversité. La mise en place d'hôtels à insectes, de nichoirs, la création de mares ou de vergers sont régulièrement proposés aux référents des collèges afin de concrétiser leurs projets.

Démarche « 10 000 arbres pour demain » en faveur de la plantation d'arbres en bord des routes départementales

NOUVEAU Aménagement paysager du site de Chanzy

Sur le site de l'ancienne cité administrative du Mans, une partie de cet espace sera aménagé afin d'agrandir l'actuel parc Victor Hugo. Une étude paysagère va être réalisée en 2021 et les premiers travaux seront mis en œuvre second semestre 2021



58

classes ont candidaté aux classes ENS 2019-2020

122

dossiers subventionnés représentant 29 km de haies, arbres et bosquets, 63 mares

• Promouvoir les comportements écoresponsables

Renouvellement du Défi éco-marmiton

Animation et secrétariat de la Commission locale d'information (CLI) de l'irradiateur de Ionisos à Sablé-sur-Sarthe

8

collèges engagés dans le Défi éco marmiton 2020-2021

LES MOTS CLEFS

Natura 2000 : En Sarthe, 3 zones Natura 2000 sont dédiées au pique-prune mais aussi au lucane cerf-volant et au grand capricorne : 2 dans la partie Nord et Nord-Ouest du département, 1 sur un

territoire situé entre Écommoy et la vallée du Loir appelée site Natura 2000 des Châtaigneraies à Osmoderma eremita au Sud du Mans.

Contribuer au maintien d'une agriculture dynamique

0,7
M€

32 dossiers
d'investissement
aidés en 2020 pour
162 000 €

20
producteurs ont
bénéficié de l'aide
forfaitaire mise
en place par le
Département pour
la vente directe

4
millions d'analyses
réalisées par
Inovalys pour
17 000 clients,
depuis 4 ans



• Accompagner le développement de l'approvisionnement local

Promotion de l'achat local, notamment dans les EHPAD : diffusion aux 76 autres établissements présents sur le territoire sarthois, des bonnes pratiques sur la base des expériences vécues par les sept EHPAD pilotes, et au développement de liens avec les autres restaurations collectives, en particulier les collèges, et les fournisseurs présents sur les mêmes territoires. Ainsi, différents temps forts sur les territoires seront organisés.

Poursuivre la lutte contre le **gaspillage alimentaire** dans de nouveaux collèges
Modification de la politique d'accompagnement du Département des exploitants agricoles pour la transformation à la ferme pour harmoniser les règles au niveau de tous les Départements ligériens

Coordination du Réseau Local Sarthe

• Promouvoir et soutenir notre agriculture et ses filières d'excellence et de labels

Prise en compte de l'environnement dans les pratiques agricoles
Soutien à la prise en compte de l'environnement dans les pratiques agricoles
Soutien à la Chambre d'Agriculture de la Sarthe

Accompagnement aux démarches qualité et à la promotion des produits et de l'activité agricole

• Soutenir l'installation des jeunes agriculteurs et la modernisation des exploitations

Accompagnement des Jeunes Agriculteurs dans la modernisation des bâtiments au titre de la mise aux normes des effluents d'élevage
Financement de la prophylaxie animale, aux côtés des éleveurs
Soutien aux **organismes qui accompagnent les agriculteurs en difficulté**
Accompagnement aux projets agricoles de **méthanisation**.

• Accompagner le développement du laboratoire interdépartemental Inovalys

Sur l'année 2020, Inovalys a été un des laboratoires les plus performants sur les analyses PCR. À la mi-novembre, **230 000 tests PCR** ont ainsi été réalisés, répartis équitablement entre le site de Tours et celui de Nantes, par le biais de 16 conventions de sous-traitance avec des groupements de laboratoires de biologie médicale. Les résultats sont rendus (sauf exception très rare) dans les 24h qui suivent la réception des prélèvements au laboratoire.

Rapprochement avec le laboratoire du Morbihan

Protéger la ressource en eau et valoriser nos cours d'eau

1,8
M€

70 % de
réalisation du schéma
Alimentation en Eau
Potable (AEP) en
montant de travaux
engagés, au 31
décembre 2020

• Favoriser un accès à une eau de qualité

Soutien aux travaux d'adduction en eau potable

Pour l'année 2021, 3 nouveaux dossiers ont été déposés par des collectivités :

- Une interconnexion du Syndicat de L'Aunay - La Touche comme alternative de sécurisation plus économique qu'une forte restructuration qui pourrait venir plus tard.
- L'étude et la réalisation d'un forage supplémentaire pour le SIAEP du Perche Sarthois (défaillance du forage du Géolet à l'Oxfordien).



- L'étude et la réalisation d'une usine de potabilisation à Montmirail pour le SIAEP de l'Est Sarthois pour palier à une dégradation naturelle des eaux brutes (augmentation du fer et des carbonates).

Suivi des nappes souterraines : pour affiner les situations dans les secteurs où les eaux souterraines sont très utilisées (AEP, industrie et irrigation), un réseau complémentaire de 10 points, dont 10 sont opérationnels, sera en cours de rénovation en 2021.

NOUVEAU Une réflexion a été engagée sur la **possibilité d'implanter des réserves en eau multifonctions**

(irrigation, soutien d'étiage, biodiversité, réserves incendie) pour capter les eaux hivernales et pallier les sécheresses estivales

Soutien au syndicat de bassin de la Sarthe

• Contribuer à l'entretien et à la gestion maîtrisée des cours d'eau

Mise en place d'un plan de gestion coordonné sur le périmètre d'action du Département sur l'axe du Loir :

La restauration de la continuité écologique s'appuiera sur deux types de maîtrise d'ouvrage selon les usages associés (usage privé, usage public, absence d'usage) : les propriétaires privés assurent eux-mêmes la maîtrise d'ouvrage, ils perçoivent alors les subventions des organismes (Agence de l'Eau/Région), ou, le Département pourrait assurer la maîtrise d'ouvrage de la continuité écologique.

Le plan barrage se déclinera comme suit sur la base des catégories identifiées :

- Lancement des diagnostics des ouvrages en étudiant la possibilité d'entretien et de mise en mouvement des clapets au cas par cas,
- Négociation sur ouvrages ruinés et hydroélectriques pour mise en conformité début 2021,
- Lancement étude sur les usages associés à tous les ouvrages (hors hydroélectricité)
- Remise en fonctionnement des clapets en fonction des usages,
- Objectif de mise en conformité continuité écologique 2025.

Entretien raisonné des rivières

L'érosion des berges est un phénomène naturel provoqué par les rivières. Ainsi, une dizaine de sites fait l'objet d'un suivi et nécessite des travaux d'entretien pour préserver les habitats, les écosystèmes tout en assurant la préservation de notre patrimoine par des techniques mixtes ou végétales. En adéquation avec la politique départementale d'accompagnement des personnes en difficulté, la réalisation de ces travaux d'entretien a été confiée, après mise en concurrence, à une entreprise en charge de l'insertion.



Maintenance des barrages automatiques

Recherche de solutions alternatives visant à la mise en place d'unités de production hydro-électrique, sur les ouvrages restant à équiper.

• Soutenir l'assainissement des communes rurales

Partenariat proposé par le service d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration (SATESE) avec proposition d'une nouvelle convention triennale.

47 stations d'épurations construites ou renouvelées depuis 2014

La Sarthe

(domaniale et navigable) :

86 km de cours d'eau et 14 km de canaux,

17 ouvrages dont 15 concernés par la continuité écologique,

11 passes à poissons réalisées sur 15 entre 2010 et 2017,

7 pertuis sur 10 semi automatisés,

14 écluses sur 16 équipées de portes neuves depuis 2008,

71 km de linéaires de berges entretenus en 2020

Le Loir

(domanial non navigable) ;

95 km de cours d'eau,

20 ouvrages privés dont 2 ouvrages ruinés

Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Station d'Épuration (SATESE) : Créé par le Département en 2003, ce service a pour objet d'accompagner les collectivités dans le suivi de leurs équipements d'assainissement afin d'améliorer les performances de ces équipements.

Commission Attractivité du Département : Culture, Sport, Tourisme, Enseignement supérieur

17,2
M€

Présidente : Véronique Rivron
Vice-Président : Gérard Galpin
Vice-Présidente : Delphine Delahaye



PRIORITÉS 2021

- Favoriser l'accompagnement des acteurs patrimoniaux et culturels dans la conservation du patrimoine local, dans la création artistique et l'animation du territoire départemental
- Mise en place du projet « Sarthe Musées »
- Mise en œuvre de son programme départemental de l'itinérance en organisant la concertation avec les territoires et en s'appuyant sur l'expertise de notre agence de développement touristique Sarthe Tourisme
- Mise en place d'un plan vélo et d'un schéma de signalisation touristique pour améliorer la lisibilité de l'offre touristique et patrimoniale de notre territoire
- Soutien à l'enseignement supérieur

Faire rayonner la Sarthe grâce à la culture, au sport et à l'enseignement supérieur

9,7
M€

170

projets

culturels soutenus à 100 % dès mars 2020 malgré l'annulation des manifestations en raison de la crise sanitaire dont 35 compagnies artistiques professionnelles.

9

projets soutenus dans le cadre du plan de relance

20

écoles de musique, danse et théâtre, adhérentes au Schéma Départemental de l'Enseignement Artistique (SDEA) pour 59 sites d'enseignements

38 564

visteurs à l'Abbaye Royale de l'Épau pour les dernières illuminations

• Contribuer au développement de l'enseignement artistique

Élaboration du nouveau cycle du Schéma départemental des enseignements artistiques (SDEA) sur un conventionnement 2021/2024 pour le développement de l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie, vers plus d'inclusion, renforçant la proximité territoriale et une articulation avec la pratique amateur

Participation à la construction ou la rénovation d'équipement.



• Soutenir les acteurs locaux au niveau culturel et patrimonial

Soutien aux festivals, scènes missionnées et réseaux jeune public ou « scène en Sarthe »

Aide aux résidences artistiques

NOUVEAU Plateau libre à l'Épau

Pour la première fois le Département proposera aux artistes « La Baraque » (structure installée par Sarthe Culture sur le site de l'Abbaye Royale de l'Épau pour l'accueil du public des Illuminations de Noël puis de l'Europa Jazz et le Festival de l'Épau), afin d'ouvrir l'espace pendant six semaines de répétition, de création aux équipes artistiques sarthoises (théâtre, musique, danse, cirque) par le biais de l'opération Plateau libre.

Soutenir l'émergence de la Cité du film

Soutenir la dynamique d'animations culturelles du réseau de châteaux sarthois en accompagnant les initiatives locales via le lancement d'un appel à projet départemental Soutien aux dossiers de restauration du patrimoine protégé au titre des Monuments Historiques ou non protégés

Sarthe Mécénat

NOUVEAU Création d'un label départemental « Sarthe Musées » (voir p8)

● Contribuer au développement de la lecture publique dans le département

NOUVEAU Mise en place du nouveau schéma de lecture publique

Le développement du réseau départemental de bibliothèques sera accompagné avec un soutien technique proposé par les agents de Sarthe Lecture sur les nouveaux projets d'équipements portés par les collectivités locales, à l'image des communes du Grand-Lucé et d'Écommoy. Ils illustrent le maintien d'une dynamique dans le domaine de la lecture publique, avec des projets de rénovation ou de nouveaux bâtiments, dans une optique de diversification de leurs missions et d'un accueil optimisé des usagers.



Soutien à la programmation culturelle des bibliothèques

Poursuite du déploiement de la plateforme de ressources numériques **MédiaBox**, coordonnée par Sarthe Lecture en lien avec une cinquantaine de bibliothèques

Mise en place d'actions (médiation en direction de publics éloignés des pratiques de lecture, sensibilisation aux pratiques numériques en bibliothèques, coordination de projets d'animations) dans le cadre du **Contrat Départemental Lecture Itinérance (CDLI) avec l'État**

● Préserver et diffuser les fonds et collections des Archives départementales

Poursuite des actions de **collecte, de préservation et de valorisation scientifique et culturelle des fonds** et collections des Archives départementales

Mise en œuvre du plan pluriannuel de conservation des fonds et collections, pour lequel les Archives départementales ont recours à la fois à leur propre atelier de restauration et à des ateliers privés très spécialisés et mettent en œuvre des campagnes de dépoussiérage et de conditionnement destinées à assurer la conservation pérenne et la communication des archives

Conduite de chantiers collectifs de classement et d'inventaire privilégiant les fonds d'archives particulièrement sollicités par les usagers de la salle de lecture



● Soutenir le sport de haut niveau

Partenariat historique avec **Le Mans Sarthe Basket**

● Soutenir les acteurs locaux et associatifs au niveau sportif

Soutien aux équipements sportifs

Animations sportives

Soutien aux clubs amateurs évoluant en championnat national (33 clubs)

NOUVEAU Développement du trail

Présentation des premiers itinéraires de Trail en collaboration étroite avec les Communes et Communautés de communes

Une **douzaine d'itinéraires de Trail** permanents, représentant près de 400 km de chemins balisés, sera proposée et répartie sur les zones suivantes :

- Challes
- Saint-Léonard-des-Bois/ Sillé-le-Guillaume/ Fresnay-sur-Sarthe
- Forêt de Bercé
- Le Lude

Un projet de coopération interdépartementale est en cours avec le Département de la Mayenne, afin de proposer un itinéraire de trail, d'une distance de 80 km, reliant différentes communes sarthoises et mayennaises labellisées « Petites Cités de Caractère ». Ce parcours pourra être, dans les prochaines années, le support d'une organisation d'un évènement Trail d'ampleur nationale.

Poursuite du programme « **Sport et insertion** » à destination des publics fragiles

282 329

documents disponibles via Sarthe Lecture

38

comités sportifs départementaux soutenus dans le cadre des plans de développement 2020/2021

135 000

licenciés en Sarthe. 23 % des Sarthois pratiquent des activités sportives dans un club affilié.

Plus de

1 500

associations sportives en Sarthe

8

dossiers de rénovation des équipements sportifs

60

musées ou centres d'interprétations, dont plus de 60% concentrés sur l'agglomération mancelle

11 550

étudiants à Le Mans Université, dont 270 doctorants et 15 laboratoires de recherche.

• Accompagner le développement de l'Université et des établissements d'enseignement supérieur

Développement de l'attractivité du territoire et des établissements d'enseignement supérieur par la qualité des équipements pédagogiques, scientifiques et numériques, notamment pour l'Université, et **par la contribution engagée au titre du volet immobilier du CPER 2015-2020 pour le bâtiment « Le Mans Acoustique » ;**

Valorisation des partenariats entre le Département et les établissements, en soutenant les filières liées aux politiques départementales, notamment dans le domaine social ;

Soutien des synergies pour l'accès à l'enseignement supérieur des Sarthois, en considérant toutes les filières post bac, tout le territoire départemental et en s'appuyant notamment sur la compétence Réussite éducative du Département ;

Aide aux étudiants sarthois de niveau master via les prêts d'honneur

Prêts d'honneur aux étudiants.

Promouvoir notre territoire et ses atouts touristiques

7,5 M€

190 M€

d'investissements touristiques privés en Sarthe sur les 5 dernières années

• Promouvoir les atouts de la destination Sarthe et développer l'e-tourisme

Le Département poursuivra avec Sarthe tourisme une action combinée de développement de l'offre touristique et de la notoriété de la Sarthe en France comme à l'étranger. Durant la crise sanitaire, un effort important a été réalisé pour promouvoir la destination Sarthe. En renforçant son offre vers une clientèle de proximité, la Sarthe a pu relancer son activité touristique durant l'été et atteindre des chiffres de fréquentation très satisfaisants.



Consolider l'offre sur les filières stratégiques (qualification et promotion de « La Sarthe à vélo » dont la **Vélobuissonnière**, la filière des musées ruraux, le tourisme fluvial et fluvestre et la dynamique interdépartementale **Rivières de l'Ouest**) et accompagner d'importants projets de créations de nouvelles offres (**nouveaux itinéraires en voies vertes et en pistes cyclables**) qui dessinent le tourisme d'itinérance et le tourisme d'agrément de demain

Animation de la commission territoriale **Tourisme et Handicap** chargée notamment de se prononcer sur les demandes de labellisation ou de renouvellement de la marque pour le réseau de site sarthois

Développement d'outils de distribution et de diffusion adaptés (généralisation d'une place de marché E-résa, aide à la définition de nouveaux contenus selon une stratégie de storytelling partagée) ou par le soutien à la création de nouvelles expériences ou de nouveaux services de visites

Promotion, animation et coordination du **label « Tourisme et handicap »** sur le territoire départemental dans une dynamique de progression de la marque.

• Mettre en valeur l'itinérance et en particulier la navigation

Voies vertes

- aménagement du **premier tronçon voie verte Montval-sur-Loir // Bessé-sur-Braye** avec la dépose et sécurisation des passages à niveaux, le démantèlement des voies par la SNCF et les premiers aménagements de voirie,

- procédure de fermeture du tronçon **Séguie // Saint-Rémy-de-Sillé** entamée à la fin 2019 dans l'objectif d'obtention de la décision de fermeture par la SNCF,

- études relatives au débroussaillage du second tronçon entre **La Suze-sur-Sarthe et La Flèche** et procédure en cours de convention de financement préalable aux travaux de démantèlement des voies.



80

km de voies vertes en cours de création

283

km de cours d'eau sur la destination « Rivières de l'Ouest » - Sarthe, Mayenne et Anjou

5 000

km de chemins inscrits au PDIPR en Sarthe sur plus de 300 communes

59

châteaux et architectures remarquables

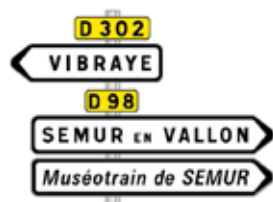
Finalisation du travail entamé en 2019 avec le Département et Mayenne Tourisme pour se connecter à la Vélofrancette et attentes autour du développement du **Boulevard nature sur Le Mans Métropole** ainsi qu'à l'engagement du plan marketing de « la Vélobuissonnière »



NOUVEAU **Plan vélo 2021- 2026**

Soucieux de renforcer l'efficacité et la lisibilité de son action au regard des besoins des territoires et pouvant désormais élargir son assistance technique aux communes et EPCI sur les questions de la mobilité, le Département souhaite engager une démarche d'accompagnement au changement de comportement en matière de mobilité des Sarthois et mettre en œuvre un premier plan d'actions vélo qui se poursuivra par d'autres mesures en matière de modes actifs.

- > **Doter les mobilités du quotidien d'infrastructures dédiées**
- > **Accompagner les Sarthois à la culture et l'usage du vélo**
- > **Poursuivre le développement du tourisme à vélo et la structuration de l'offre**



NOUVEAU **Schéma départemental de signalisation et d'informations touristiques**

Définir pour la Sarthe une stratégie d'ensemble prenant en compte le contexte réglementaire mais aussi toutes les initiatives « volontaristes » (Itinéraires cyclo, voies vertes, ENS, par exemple) portées notamment par le Département. Une attention particulière sera

portée au renouvellement des **Relais d'Informations Service départementaux (RIS)** qui sont un marqueur lisible du jalonnement touristique d'informations.

NOUVEAU **Rivières de l'Ouest**

Poursuite des actions dans le domaine du tourisme fluvial et développement des activités fluvestres

Développement des activités annexes à la navigation

Lancement des appels à projets afin de mobiliser des opérateurs économiques, sur des **écluses vacantes afin d'offrir aux usagers des services touristiques ou économiques en bord de Sarthe** et ainsi contribuer à la valorisation touristique engagée au titre de l'itinérance fluviale.

Démarche de valorisation des maisons éclusières en renforçant leur vocation culturelle et touristique

Développement des parcours de trail et de leur animation

Réflexion sur la création d'un itinéraire pédestre thématique d'intérêt régional et national en s'appuyant sur les 4 GR existants dans les 3 départements Sarthe / Mayenne / Ille-et-Vilaine afin de relier Le Mans au Mont-Saint-Michel

Valorisation CDESI de nouveaux parcours de pêche, de parcours en itinérance en Canoë Kayak et de circuits de VTT

● **Valoriser le patrimoine départemental**

Poursuite de l'exposition « Trésors d'art sacré » consacrant 30 ans de restauration par le Département de la Sarthe à l'Abbaye Royale de l'Épau

Grande exposition de fin d'année « Anima (ex) Musica » qui s'intégrera dans une année de la biennale du son Le Mans sonore

Démarrage du chantier pour la réhabilitation de la Bergerie, stabilisation des peintures murales et curage des douves.



4 itinéraires de Grande Randonnée (G.R.) sur 760 kilomètres,

420 km d'itinéraires cyclo

45 musées et expositions permanentes

8 petites cités de caractère

86 kilomètres de cours d'eau navigables

4 forêts domaniales

Commission **Finances, Ressources et Administration générale**

**156,6
M€**

Président : Fabien Lorne

Vice-présidente : Béatrice Pavy-Morançais



PRIORITÉS 2021

- Poursuivre la **gestion maîtrisée de la masse salariale**, tout en répondant aux besoins de compétences
- Optimiser la gestion de la **dette**

- **Poursuite de la mise en place du plan stratégique du patrimoine**
- Finaliser les engagements en matière de développement économique

102 métiers au service des Sarthois



● **Adapter et maîtriser la masse salariale**

Maîtrise de la masse salariale : maîtrise du glissement vieillesse technicité (GVT), maintien d'une gestion des remplacements, niveau de recrutement contenu grâce à la réalisation d'un Plan Prévisionnel d'Evolution des Effectifs (PPEE) pluriannuel

● **Accompagner et valoriser le développement des compétences**

Valorisation du recrutement au sein de la collectivité avec **diffusion de la marque employeur « Département de la Sarthe »**

Soutien à la formation professionnelle

Accompagner la collectivité dans sa transition numérique, en favorisant l'évaluation et le développement des compétences numériques des agents de la collectivité

● **Accompagner la vie au travail**

L'accompagnement des déplacements domicile-travail : sur l'année 2021, la collectivité va mettre en œuvre le forfait mobilité durable pour les agents qui utilisent majoritairement un vélo pour leur trajet quotidien domicile-travail.

Soutien financier apporté à l'Association du Personnel des Services Départementaux (APSD), soutien aux frais de repas, à la parentalité,

Deux dispositifs de soutien financier aux agents en difficulté : le fonds social (secours d'urgence) et le prêt social à taux zéro, qui ont pour objectif d'accompagner les agents confrontés à des difficultés financières ponctuelles et imprévues.

Protéger l'équilibre financier du Département

● **Optimiser la gestion de la dette :**

Optimiser la gestion de la dette : Le stock de dette du Département d'un montant de 211 M€ au 31/12/2020 diminue de 11 % par rapport à 2019.

Péréquation : le Département de la Sarthe devrait être bénéficiaire net pour un montant de 7,6 M€

2 227

agents
228 espaces
(hors collègues)
occupés par le
Département
pour l'activité de
ses services.

146

sites en
propriété dont
10 copropriétés,
soit un patrimoine
immobilier de 181
751 m².

46

tonnes de
papier collectées
et traitées

NOUVEAU Dépenses imprévues - 3,1 M€

Conformément aux articles L2322-1 et L2322-2 du CGCT, le conseil départemental peut porter au budget tant en section d'investissement qu'en section de fonctionnement un crédit pour dépenses imprévues (ne pouvant être supérieur à 7,5% des crédits correspondant aux dépenses réelles prévisionnelles de la section).

Le contexte actuel particulièrement incertain conduit à proposer une enveloppe de précaution en hausse par rapport aux inscriptions du BP 2020, capable de permettre une prise en charge de dépenses imprévisibles dans le courant de l'année 2021.

Un patrimoine immobilier adapté aux enjeux de la collectivité

• Optimiser le patrimoine immobilier tertiaire

Continuité des travaux de déconstruction de l'immeuble situé 34 rue Chanzy au Mans : une opération de valorisation est engagée sur le terrain comprenant **la valorisation des blockhaus pour la création d'un Historial, la création d'un plateau sportif pour le collège Berthelot et un aménagement paysager en extension du parc Victor Hugo voisin.**



Gros Entretien et Réparations des différents locaux : maisons éclésiastiques, gares lignes Transvop, laboratoire, Archives départementales, bâtiments patrimoine, logis de Montmirail

NOUVEAU Soutien immobilier aux associations caritatives

Soucieux de poursuivre l'accompagnement matériel de ces associations en complément de sa compétence sociale, le Département a engagé depuis plusieurs mois **un plan d'actions de soutien immobilier par l'abandon de la démarche locative en faveur d'une logique de propriété**. Ainsi, la collectivité a acquis et aménagé **depuis 2019 trois nouveaux sites pour un coût total de plus d'1,5 M€**, répartis ainsi :

- **Banque Alimentaire** : le siège départemental est désormais domicilié au sein d'un espace logistique et tertiaire de 1 439 m² au Mans.
- **Restos du Cœur** : un ancien local commercial à Coulaines offre 690 m² réaménagés pour la distribution des repas et l'organisation des bénévoles.
- **Secours Populaire, Croix-Rouge, Inservet** : un bâtiment de 850 m² à Coulaines facilite la gestion de ces associations en leur garantissant des surfaces de stockage de plein pied.



LE SAVIEZ-VOUS ?

La démarche de propriété engagée par la collectivité depuis la mise en œuvre du plan stratégique a permis de réduire les coûts locatifs de 40% sur ces six derniers exercices, et plus précisément de -50% sur les locaux tertiaires (hors gendarmeries). Les actions engagées en 2021 accentueront cet effort d'économie engagé depuis 2014.

• Entretenir les sites dédiés à l'exploitation des routes

Travaux de restructuration du centre d'exploitation d'Arnage-Météo et maintenance de l'ensemble des centres d'exploitation et des agences techniques départementales

• Améliorer l'implantation territoriale de la solidarité

Boulevard Cassin, acquisition de locaux sur les communes de Saint-Calais et de La Ferté-Bernard, la rénovation de locaux dans les différentes antennes Solidarité, notamment celles de La Flèche, création d'une unité d'accueil d'urgence route d'Yvré-l'Évêque

Près de

3 000 m²,

propriétés du Département, sont mis à disposition gratuitement de cinq associations caritatives afin d'aider leur action au quotidien en direction des plus démunis.

Gestion d'une flotte automobile moyens généraux

200

de véhicules, répartie sur près de 70 sites départementaux

• Valoriser le parc des casernes de gendarmerie

Travaux d'extension et de mise en conformité accessibilité de la Brigade de Saint-Calais et l'extension de la gendarmerie de Mamers.

Optimiser les moyens généraux

Gestion de la flotte véhicules moyens généraux

Collecte et traitement des déchets papier

Ergonomie des espaces de travail : démarche de modernisation des espaces

NOUVEAU **Vêtements professionnels** : le Département assure la prise en charge de la dotation de vêtements professionnels des 445 agents départementaux des collèges afin de garantir une meilleure visibilité de la collectivité et une homogénéité des articles fournis



Les dépenses d'achat de petits équipements, notamment d'**équipements professionnels individuels** (EPI) sont en forte hausse pour intégrer les besoins, notamment en masques, liés à l'application des mesures sanitaires. Ils représentent une dépense de **500 000 €** pour 2021.

Finaliser les engagements en matière de développement économique

Le Département est désormais privé de toute compétence en matière de développement économique. Les engagements contractuels dans ce domaine pris avant août 2015 et le vote de la loi NOTRe auprès des entreprises ou des collectivités (zones d'activités), doivent toutefois être menés à leur terme.

Poursuite et clôture de différents projets accompagnés en matière d'aide à l'immobilier, aide à l'emploi, aide aux grands projets et zones d'activités, dont certains courent encore sur plusieurs années

Participation au financement des **Syndicats mixtes de parcs d'activités d'intérêt départementaux**

Gestion du Fonds Sarthois d'Avances Remboursables, le Fonds de Garantie Sarthe et le Fonds de Croissance des PME

NOUVEAU En tenant compte des restrictions de compétences posées par la loi NOTRe, le Département souhaite en 2021 apporter son soutien aux territoires dans ce domaine, via une proposition de **délégation des aides à l'immobilier d'entreprises (commission Territoires)**.

LES MOTS CLEFS

Plan Stratégique du Patrimoine (PSP) : Adopté en décembre 2013, il détermine les opérations à réaliser sur la période 2014-2023 selon des principes de gestion suivantes : l'optimisation des coûts directs (coût immobilier) et indirects (coûts des déplacements), l'amélioration de la qualité du

service au public (efficacité et qualité des accueils), le regroupement des services dans le respect des logiques fonctionnelles, la performance fonctionnelle (adaptation du patrimoine à l'usage).



Presse.sarthe.fr :

l'espace presse numérique du Conseil départemental !

Communiqués, chiffres clefs, photos, agenda, discours, documents... L'intégralité des contenus presse du Département ont désormais leur espace numérique ! **Retrouvez l'intégralité de ce dossier de presse, et tous les documents de presse du Département directement en ligne.** Sur l'espace numérique : presse.sarthe.fr, vous n'avez plus qu'à cliquer pour contacter le Département, faire vos demandes d'interviews, de tournages et surtout retrouver toutes les infos juste après les événements !

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT !

Contact presse :

Fanny Diard
Attachée de presse
02 43 54 72 99
06 81 76 90 93
fanny.diard@sarthe.fr